



24 mars 2016

(16-1642)

Page: 1/36

---

Comité des obstacles techniques au commerce

**VINGT ET UNIÈME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE  
ET DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD OTC**

NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

*Révision*

Le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC (le Comité) procédera au vingt et unième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (l'Accord OTC), au titre de l'article 15.3 de l'Accord, à sa prochaine réunion les 9-10 mars 2016. Le présent document traite des faits intervenus au Comité concernant la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015.

---

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

---

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE .....</b>	<b>3</b>
<b>2 RÉUNIONS DU COMITÉ.....</b>	<b>3</b>
<b>3 EXAMEN DES MESURES OTC .....</b>	<b>4</b>
3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité .....	4
3.1.1 Tendances en matière de nouvelles notifications et de suivi (addenda, corrigenda, révision) .....	4
3.1.2 Participation des Membres au processus de notification .....	5
3.1.3 Notifications par région et par niveau de développement .....	7
3.1.4 Délai prévu dans les notifications pour la présentation des observations .....	9
3.1.5 Présentation en ligne des notifications (TBT NSS) .....	10
3.1.6 Objectifs déclarés des notifications .....	10
3.1.7 Autres notifications OTC .....	12
3.2 Préoccupations commerciales spécifiques (PCS) .....	12
3.2.1 Tendances en matière de PCS.....	12
3.2.2 Participation des Membres au processus des PCS.....	14
3.2.3 Membres visés par les PCS.....	14
3.2.4 PCS par région et par niveau de développement.....	15
3.2.5 Types de préoccupations soulevées .....	17
3.2.6 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS .....	18
3.2.7 Fréquence – nombre de fois où une PCS donnée a été soulevée devant le Comité .....	19
3.2.8 Rapport entre les notifications et les PCS .....	19
<b>4 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC .....</b>	<b>20</b>
<b>5 ASSISTANCE TECHNIQUE .....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>23</b>
A. Notifications présentées, par Membre, 1995-2015 .....	23
B. Résumé des PCS soulevées en 2015 .....	26
C. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2015.....	32

## 1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE

En 2015, le Comité a achevé son septième examen triennal. Le rapport (G/TBT/37) contient une série de recommandations couvrant, entre autres: les bonnes pratiques réglementaires, la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation, les procédures d'évaluation de la conformité, les normes et la transparence. Le rapport définit également un programme de travail pour les séances thématiques visant à renforcer l'échange de renseignements dans les différents domaines transversaux visés par l'Accord OTC. S'agissant de l'examen des mesures par le Comité, au cours de l'année, les notifications ont diminué de 12% par rapport à l'année précédente (s'établissant à un total de 1 988 notifications). Néanmoins, la tendance est à la hausse depuis 2005, sous l'impulsion croissante des Membres en développement. En 2015, ces derniers continuaient de présenter nettement plus de nouvelles notifications que les Membres développés; le nombre de notifications présentées par les PMA avait aussi augmenté au cours de l'année. Au total, 86 préoccupations commerciales spécifiques (PCS) ont été examinées en 2015, ce qui représente le deuxième plus grand nombre depuis 1995. En revanche, la proportion qui a été notifiée au Comité est bien plus faible: seules 49% des PCS examinées avaient été notifiées (bien moins que la moyenne à long terme de 68%). Pour ce qui est de l'assistance technique, le Secrétariat a organisé 18 activités d'assistance technique consacrées spécifiquement à l'Accord OTC, et 19 modules supplémentaires sur les OTC ont été dispensés dans le cadre de diverses autres activités d'assistance technique de l'OMC. Enfin, le statut d'observateur *ad hoc* a été accordé à l'Organisation africaine de normalisation (ORAN) et à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

## 2 RÉUNIONS DU COMITÉ

2.1. Mme Alana Maria Lanza Suazo (Honduras) a été élue<sup>2</sup> Présidente pour 2015 par le Comité.

2.2. Trois réunions ordinaires du Comité ont été tenues au cours de l'année (18-19 mars, 17-18 juin et 4-6 novembre 2015).<sup>3</sup> Ces réunions ordinaires ont coïncidé avec des séances thématiques du Comité concernant la préparation du septième examen triennal, organisées les 17 mars<sup>4</sup>, 16 juin<sup>5</sup> et 3 novembre 2015.

2.3. À la réunion des 18-19 mars 2015, le Comité a adopté son rapport sur le vingtième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord OTC au titre de l'article 15.3.<sup>6</sup> À cette même réunion, il a pris note du document G/TBT/CS/2/Rev.21, contenant une liste des organismes à activité normative qui ont accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

2.4. Le Comité a adopté le rapport sur son septième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC (ci-après dénommé "septième examen triennal") le 6 novembre 2015<sup>7</sup>, conformément au mandat figurant à l'article 15.4 de l'Accord OTC. À la même réunion, le Comité a accordé le statut d'observateur *ad hoc* à l'Organisation africaine de normalisation (ORAN) et à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).<sup>8</sup>

2.5. Des représentants du BIPM, du Codex, de la GSO, de la CEI, de l'ISO, de l'ITC, de l'OCDE, de l'OIML, de la CEE/ONU et de l'OMS ont informé le Comité des activités en relation avec ses travaux, y compris en matière d'assistance technique.

---

<sup>2</sup> Conformément à l'article 13.1 de l'Accord OTC et au règlement intérieur.

<sup>3</sup> G/TBT/M/65 à G/TBT/M/67.

<sup>4</sup> JOB/TBT/125.

<sup>5</sup> JOB/TBT/134.

<sup>6</sup> G/TBT/34.

<sup>7</sup> G/TBT/37.

<sup>8</sup> G/TBT/M/67, paragraphe 4.5.

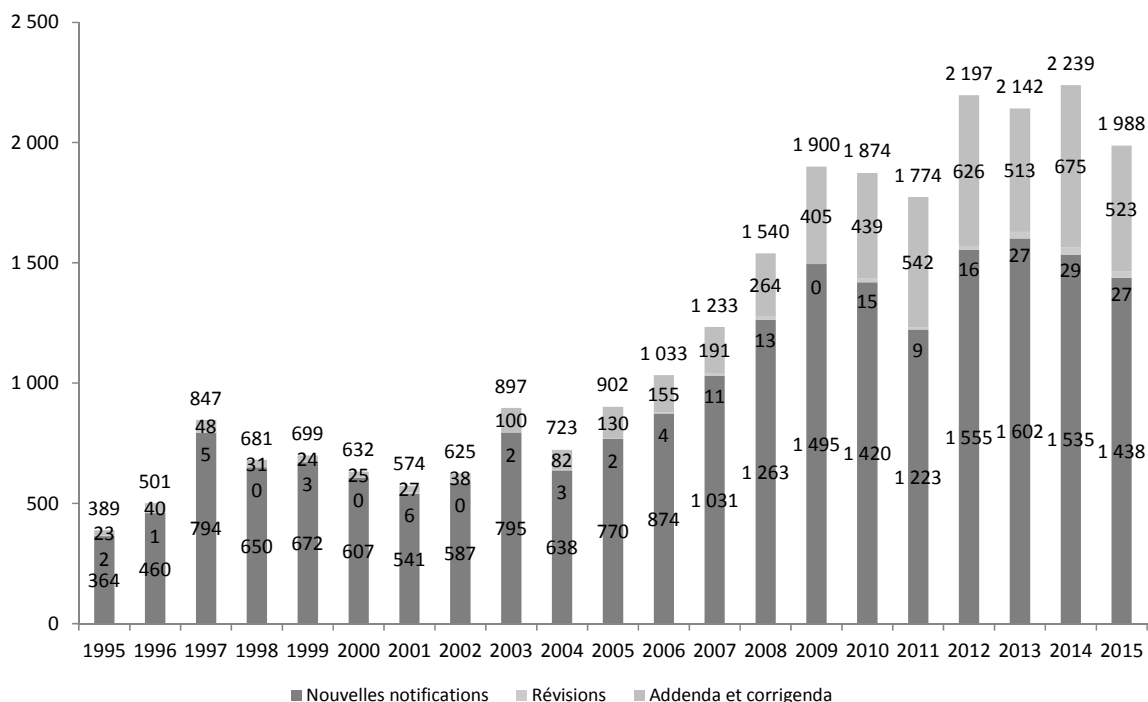
### 3 EXAMEN DES MESURES OTC<sup>9</sup>

#### 3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité

##### 3.1.1 Tendances en matière de nouvelles notifications et de suivi (addenda, corrigenda, révision)

3.1. En 2015, les Membres ont présenté 1 438 nouvelles notifications de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité, ainsi que 27 révisions, 476 addenda et 47 corrigenda des notifications (figure 1).<sup>10</sup> Au total, 1 988 notifications OTC ont été présentées par 73 Membres en 2015. Si 2014 avait vu un nombre de notifications jamais atteint au cours d'une seule année depuis 1995, le nombre de notifications a baissé de 12% en 2015. Néanmoins, 2015 restait au quatrième rang pour ce qui est du nombre annuel total de notifications reçues, depuis 1995. Depuis 2007, les Membres ont présenté plus de 1 000 nouvelles notifications par an, un nombre qui est passé à 1 500 depuis 2012. Entre l'entrée en vigueur de l'Accord et le 31 décembre 2015, **25 390** notifications ont au total été présentées par 128 Membres. Le nombre de Membres présentant des notifications a augmenté de 2 en 2015, le Suriname et le Yémen en ayant présenté pour la première fois.

**Figure 1: Nombre total de notifications, 1995-2015**



3.2. Au cours de la dernière décennie, les recours aux addenda et aux corrigenda ont fortement augmenté, atteignant le nombre record de 675 addenda et corrigenda notifiés en 2014 (figure 1). En 2015, ce nombre est tombé à 523. Ce sont les États-Unis (1 200), le Brésil (533), l'Équateur (529), la Colombie (323) et l'UE (307) qui ont notifié le plus grand nombre d'addenda et de corrigenda depuis 1995.

3.3. La relation globale entre les nouvelles notifications, les addenda et les corrigenda, et les révisions est illustrée par la figure 2. Le Comité a adopté une recommandation relative à l'"Utilisation cohérente des modes de présentation des notifications" en 2014, qui fournit aux Membres des orientations pour savoir quand utiliser les différents modes de présentation.<sup>11</sup> Il est recommandé que les Membres utilisent: une nouvelle notification "pour notifier le texte d'un projet

<sup>9</sup> Les données utilisées dans les figures de la présente section sont tirées du système TBT IMS <http://tbttims.wto.org/>. On trouvera de plus amples précisions dans l'annexe A.

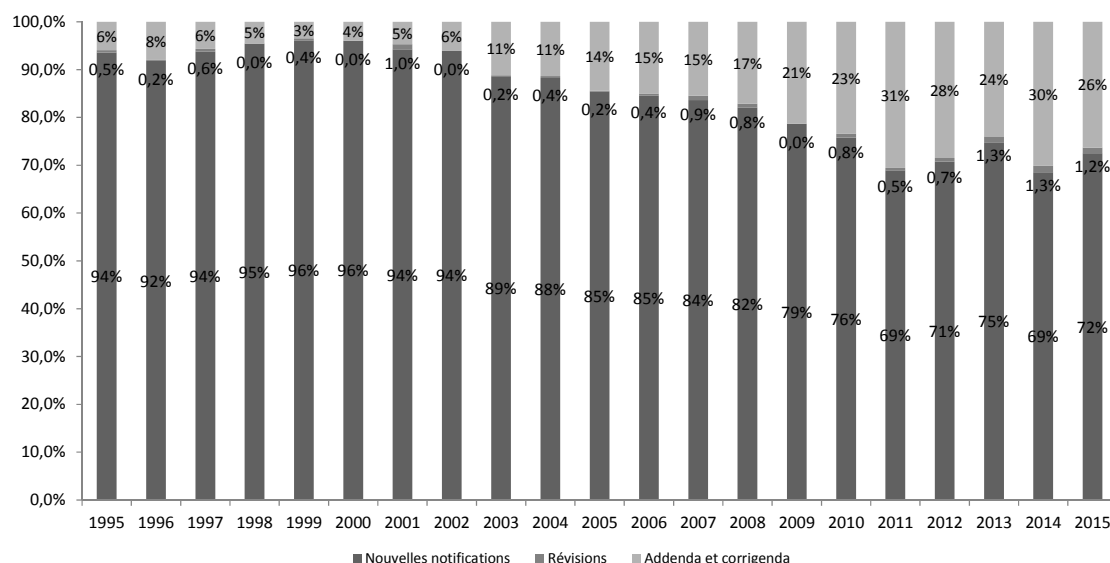
<sup>10</sup> Le présent document utilise la terminologie adoptée par le Comité OTC dans sa recommandation sur l'"Utilisation cohérente des modes de présentation des notifications", G/TBT/35, datée du 18 juin 2014.

<sup>11</sup> G/TBT/35.

de règlement technique ou de procédure d'évaluation de la conformité"; un addendum "pour notifier des renseignements additionnels concernant une notification ou le texte d'une mesure notifiée"; un corrigendum "pour corriger les erreurs administratives ou matérielles mineures (qui n'impliquent aucune modification du sens du contenu)"; et une révision "pour indiquer que la mesure notifiée a été substantiellement remaniée avant son adoption ou son entrée en vigueur".<sup>12</sup>

3.4. Si le nombre de révisions a lui aussi augmenté, ce mode de présentation reste peu utilisé (figures 1 et 2). Ce sont la Chine (31), le Brésil (20), le Canada (16), l'Afrique du Sud (14), la République dominicaine (10) et la Corée (9) qui ont notifié la plupart des révisions depuis 1995.

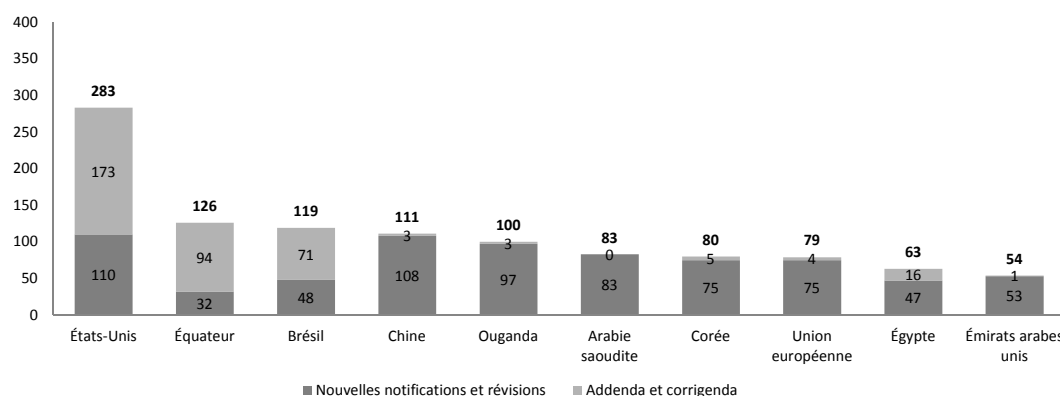
**Figure 2: Part des notifications par type, 1995-2015**



### 3.1.2 Participation des Membres au processus de notification

3.5. Les dix Membres qui ont présenté le plus de notifications OTC en 2015 figurent dans la figure 3.

**Figure 3: Membres ayant présenté le plus de notifications, 2015**

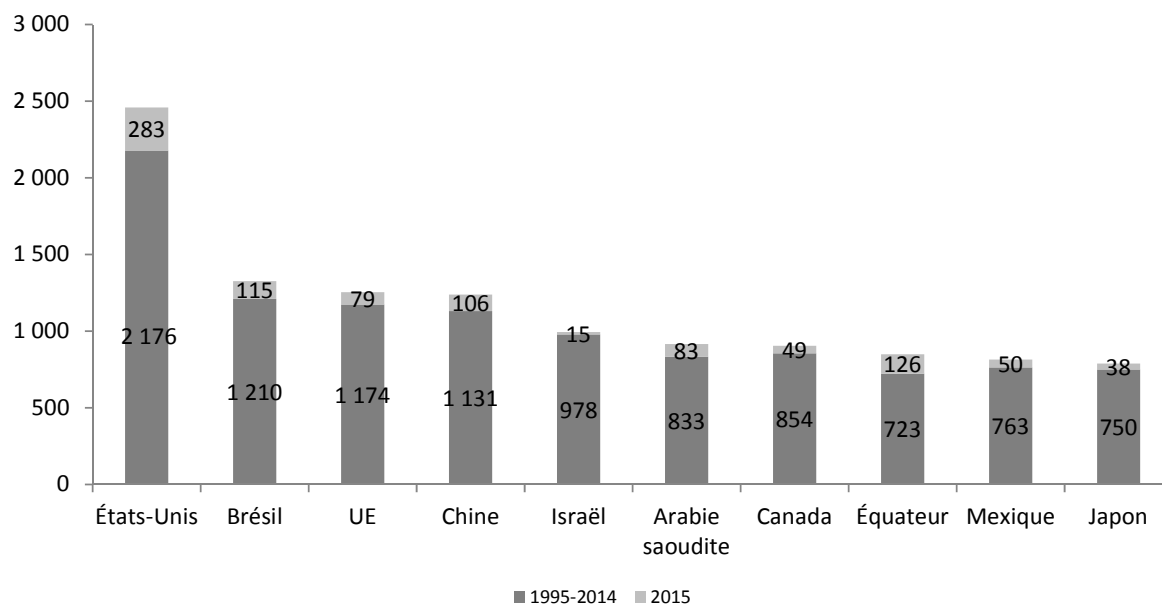


3.6. En 2014, on observait une nouvelle tendance: plus de notifications avaient été présentées par les Membres qui étaient moins actifs par le passé. Cette tendance s'est en partie poursuivie en 2015, telle qu'elle avait été observée sur la période 1995-2014 (figure 4). En 2015, par exemple, les États-Unis étaient de nouveau en tête pour ce qui est du nombre de nouvelles notifications (283); ils étaient suivis par l'Équateur (126) (Membre ayant présenté le plus de notifications en 2014) et le Brésil (115). La Chine a été plus active en 2015 qu'en 2014, ayant présenté 106 notifications contre 49 en 2014. L'Ouganda a présenté 100 notifications en 2015.

<sup>12</sup> Veuillez vous reporter au texte intégral du document G/TBT/35 pour plus de détails.

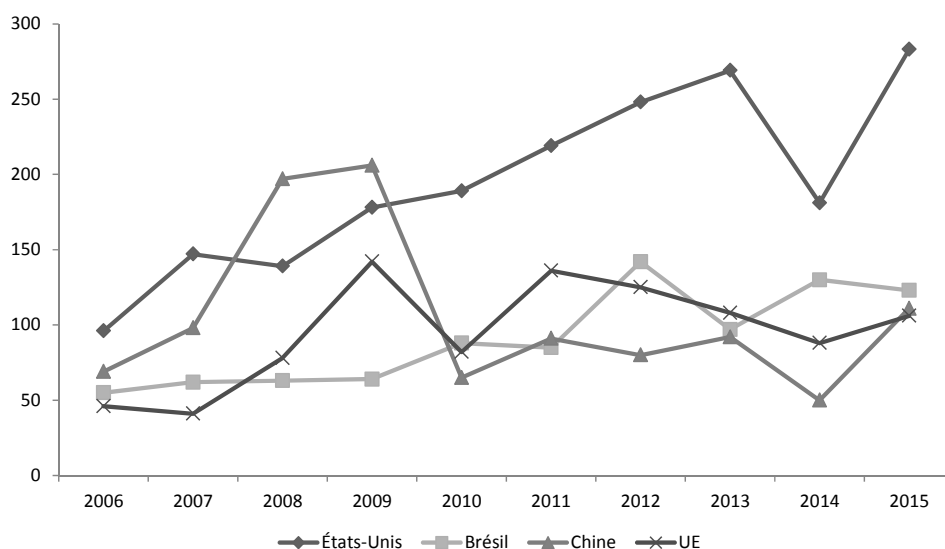
3.7. Trois années consécutives de notification intensive ont permis à l'Équateur (126 notifications en 2015, 420 en 2014 et 103 en 2013) de se classer parmi les 10 Membres ayant notifié le plus de mesures pendant la période 1995-2015 (figure 4). La Corée est sortie de la catégorie des 10 premiers Membres, se plaçant derrière le Japon, avec un total de 765 notifications en 2015.

**Figure 4: Membres ayant présenté le plus de notifications (nouvelles notifications, révisions et modifications), 1995-2014 et 2015**



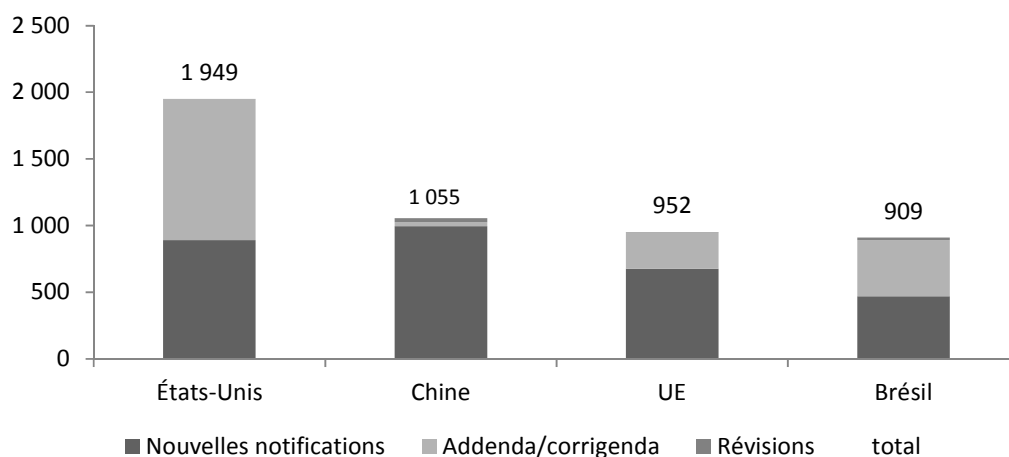
3.8. Consacrée aux quatre Membres ayant présenté le plus de notifications au cours des dix dernières années depuis 2006, la figure 5 met en évidence les tendances en matière d'activités de notification de ces Membres. Les notifications des États-Unis, tous types confondus, ont connu une nette augmentation (190%) entre 2006 et 2015. Parallèlement, il y a eu une hausse progressive des notifications de l'UE (130%), du Brésil (123%) et de la Chine (60%), malgré un pic de notifications de la Chine en 2008-2009.

**Figure 5: Notifications présentées par les États-Unis, le Brésil, la Chine et l'UE, tous types confondus, 2006-2015**



3.9. Comme il est indiqué plus haut, l'usage de l'ensemble des modes de présentation des notifications diffère d'un Membre à l'autre. Le nombre de notifications présentées entre 2006 et 2015 (figure 6) indique les préférences différentes des Membres en matière de notification. Par exemple, les États-Unis étaient le Membre qui présentait le plus d'addenda et de corrigenda (1 056), tandis que la Chine était le Membre qui présentait le plus de nouvelles notifications (996). D'ailleurs, les addenda et corrigenda ont été peu utilisés par la Chine, avec un total de 29 notifications au cours de la dernière décennie.

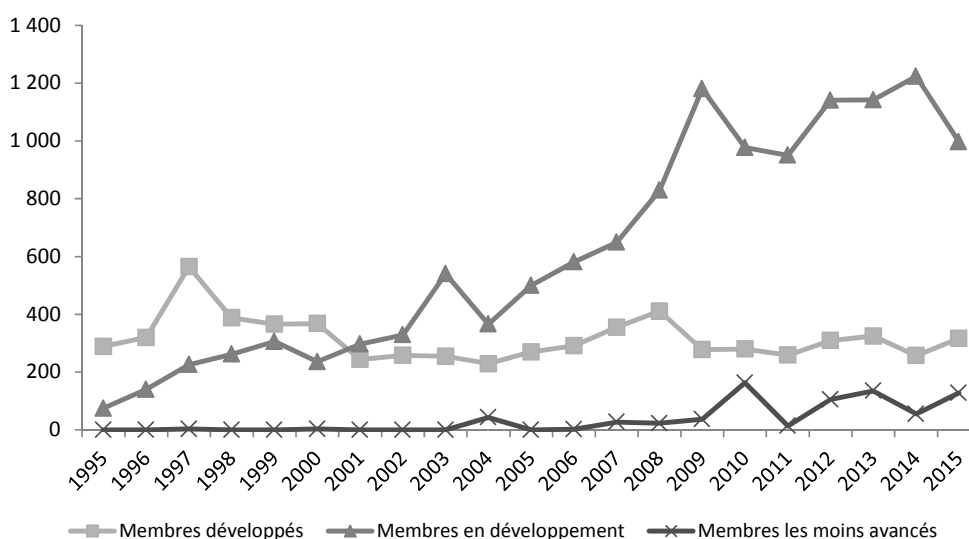
**Figure 6: Types de notifications par Membre (4 Membres les plus actifs), 2006-2015**



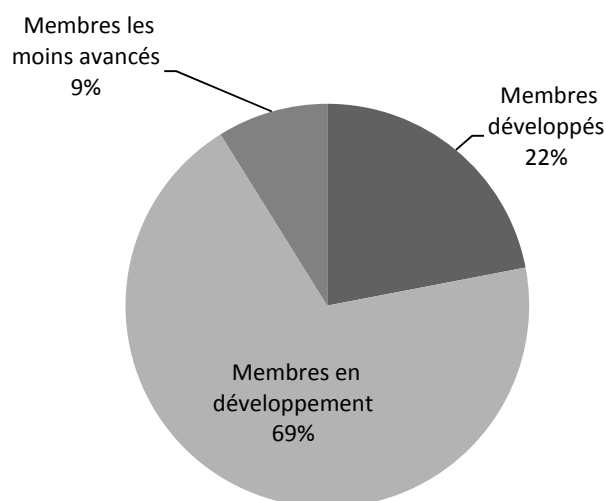
### 3.1.3 Notifications par région et par niveau de développement

3.10. Depuis 2005, l'augmentation des notifications est due à l'engagement croissant des Membres en développement. Cette tendance s'est poursuivie en 2015, ces derniers présentant nettement plus de notifications que les Membres développés cette année-là (figure 7). Cela étant, la part de nouvelles notifications présentées par les Membres en développement est tombée à 69% du total, contre 80% l'année précédente (figure 8). Les pays les moins avancés (PMA) Membres continuaient de notifier moins fréquemment mais, en 2015, les notifications de ce groupe ont légèrement augmenté en raison de la forte activité de notification de l'Ouganda.<sup>13</sup>

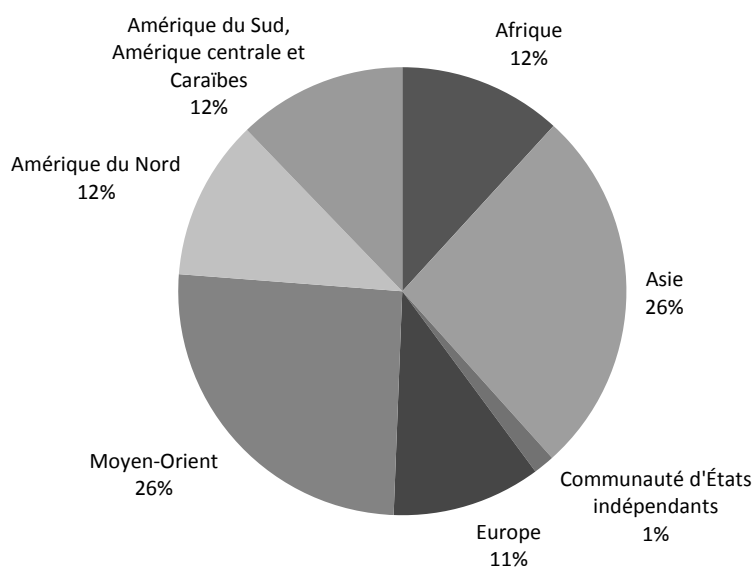
**Figure 7: Nouvelles notifications par niveau de développement, 1995-2015**



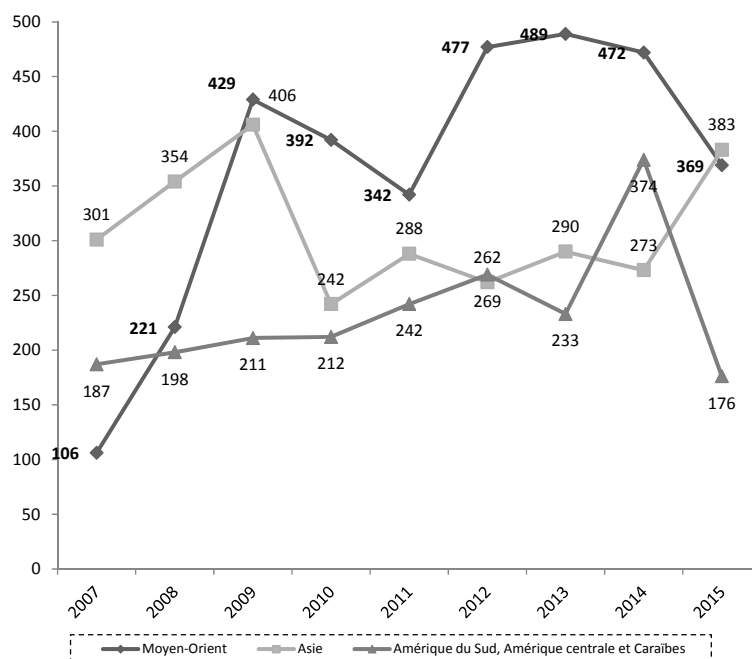
<sup>13</sup> Le PMA qui a présenté le plus de nouvelles notifications depuis 1995 est l'Ouganda (532). D'autres PMA en présentent beaucoup moins souvent: Tanzanie (44), Zambie (46), Rwanda (37) et Yémen (29). Tous les autres PMA ont présenté 12 nouvelles notifications au maximum depuis 1995.

**Figure 8: Nouvelles notifications par niveau de développement, 2015**

3.11. Les chiffres correspondant aux nouvelles notifications présentées par les Membres, regroupés par région, sont présentés dans les figures 9 et 10. En 2015, plus de la moitié des nouvelles notifications ont été présentées par des Membres du Moyen-Orient et d'Asie (figure 9). Par rapport à l'année précédente, le nombre de nouvelles notifications présentées par les Membres d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes a diminué en 2015 (figure 9), en raison, notamment, de la baisse du nombre de notifications de l'Équateur. L'augmentation du nombre de nouvelles notifications présentées par les Membres du Moyen-Orient est l'une des raisons de l'augmentation globale du nombre de nouvelles notifications depuis 2009 (figure 10). Si la part des notifications des Membres du Moyen-Orient a de nouveau diminué depuis son pic de 2013 (489), les figures 9 et 10 montrent aussi l'engagement croissant de l'Asie, qui rattrape le Moyen-Orient, les deux détenant une part de 26% en 2015.

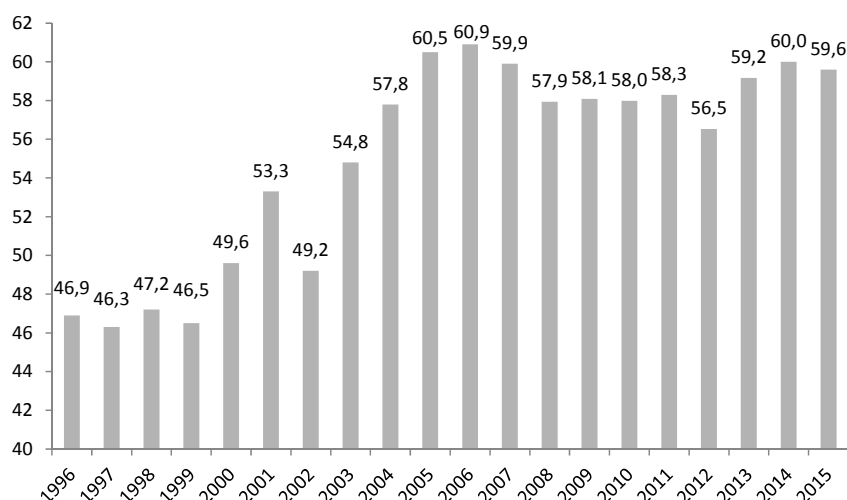
**Figure 9: Répartition des nouvelles notifications par région, 2015**



**Figure 10: Nombre de nouvelles notifications par région sélectionnée, 2007-2015**

### 3.1.4 Délai prévu dans les notifications pour la présentation des observations

3.12. Le Comité OTC a recommandé que les Membres prévoient un délai normal de 60 jours pour la présentation des observations concernant les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité notifiés, et que tout Membre qui était en mesure d'accorder un délai supérieur à 60 jours, par exemple 90 jours, soit encouragé à le faire.<sup>14</sup> En 2015, le délai moyen accordé par les Membres pour la présentation des observations a été de 59,6 jours dans les 1 329 notifications dans lesquelles un délai était précisé (figure 11). Au total, dans 113 cas, le délai n'était pas précisé, était indiqué comme non applicable ou était échu.

**Figure 11: Nombre moyen de jours accordés pour la présentation des observations, 1996-2015<sup>15</sup>**

<sup>14</sup> G/TBT/1/Rev.12, section 4.3.1.6, page 25.

<sup>15</sup> Cette figure porte seulement sur les notifications dans lesquelles était précisé un délai pour la présentation des observations. Elle ne prend pas en compte les notifications dans lesquelles le délai n'était pas précisé, était indiqué comme non applicable ou était échu au moment de la distribution (autrement dit, le délai pour la présentation des observations indiqué dans la notification était fixé à une date antérieure à la date de distribution de la notification).

### 3.1.5 Présentation en ligne des notifications (TBT NSS)

3.13. En 2015, 26 Membres ont présenté un total de 1 034 notifications via le système de présentation en ligne des notifications OTC (TBT NSS), ce qui représente 52% des notifications annuelles (tableau 1). L'accès en ligne a facilité la présentation et le traitement des notifications, accélérant leur diffusion et allongeant le délai dont les Membres disposent pour présenter des observations sur des notifications les intéressant. En 2015, le Secrétariat a continué de donner la priorité au traitement des notifications reçues via le TBT NSS.<sup>16</sup>

**Tableau 1: Membres ayant présenté des notifications via le TBT NSS, 2015**

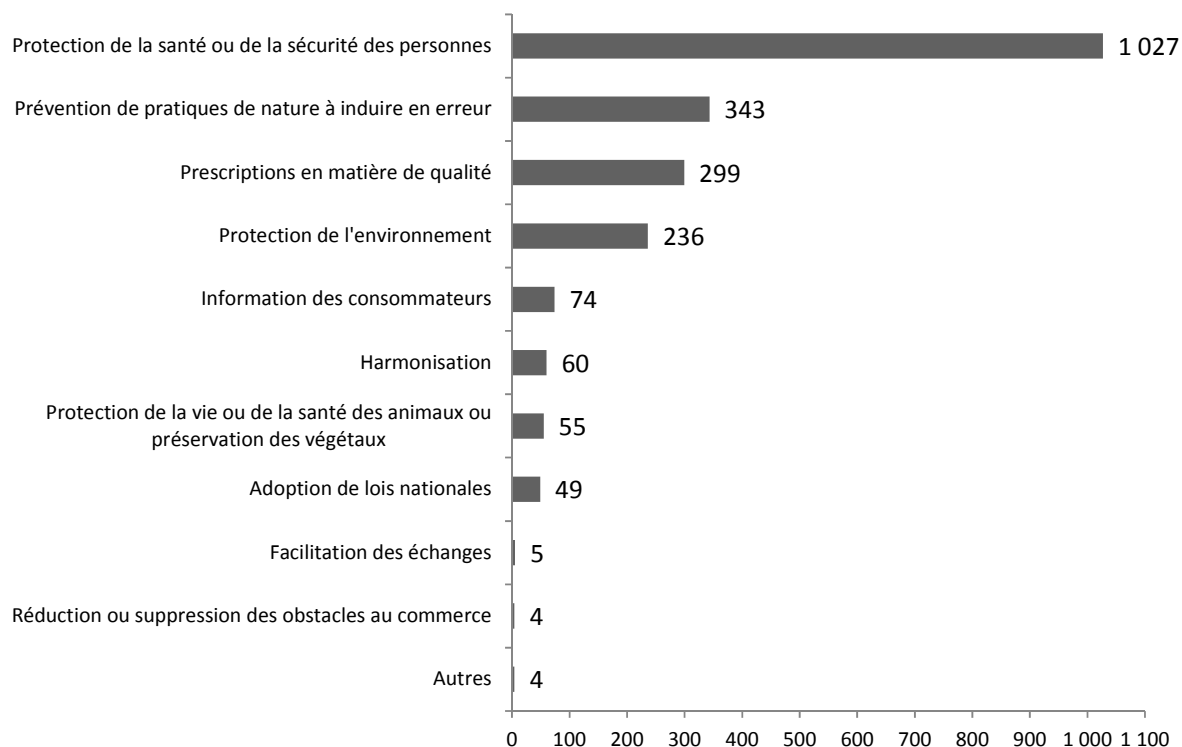
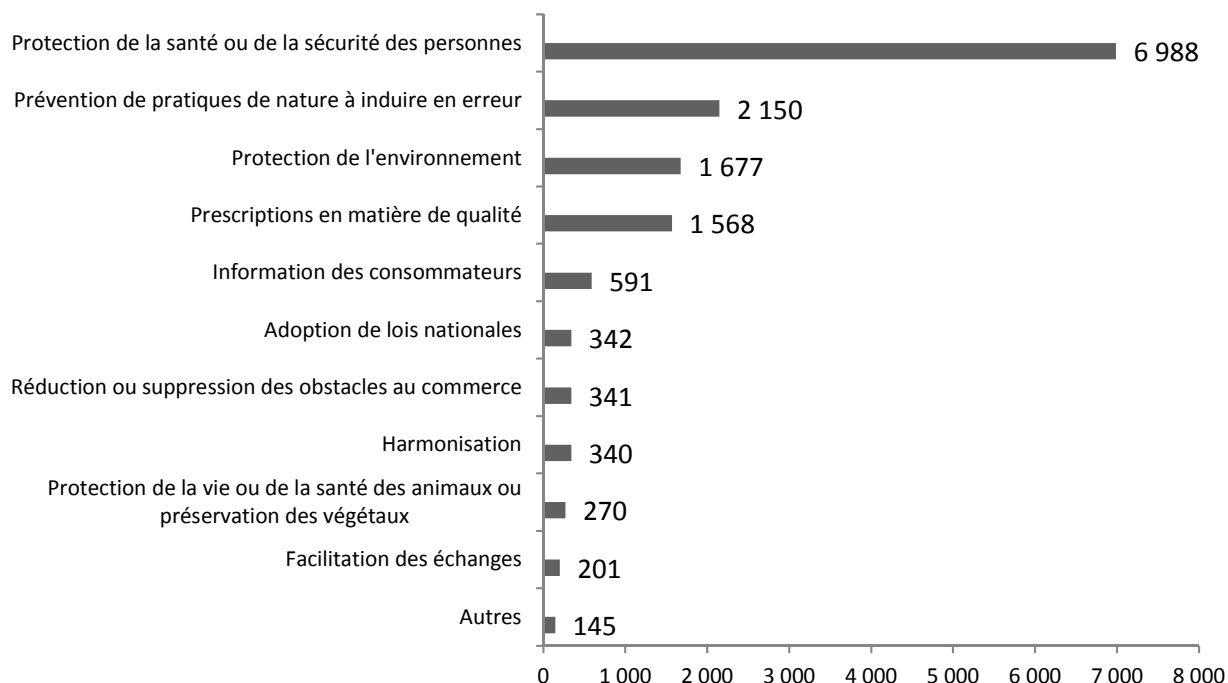
**Tableau 2.**

Membre	Nombre total de notifications OTC présentées via le TBT NSS
États-Unis	280
Brésil	111
Ouganda	100
Union européenne	78
Chine	78
Corée	71
Canada	49
Japon	37
République tchèque	33
Taipei chinois	32
Afrique du Sud	27
Émirats arabes unis	25
Indonésie	17
Israël	15
Thaïlande	15
Turquie	13
Kenya	12
Malaisie	12
Ukraine	10
Suisse	7
Royaume-Uni	4
Suède	2
Inde	2
Zambie	2
Bolivie	1
Danemark	1
<b>Total</b>	<b>1 034</b>

### 3.1.6 Objectifs déclarés des notifications

3.14. La figure 12 montre que, parmi les 1 438 nouvelles notifications reçues en 2015, le principal objectif mentionné par les Membres était la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, suivi par la prévention de pratiques de nature à induire en erreur et la protection des consommateurs; les prescriptions en matière de qualité; et la protection de l'environnement. L'importance croissante de l'objectif que représentent les prescriptions en matière de qualité n'est plus en adéquation avec la tendance générale observée depuis 1995 (figure 13) qui place la protection de l'environnement au troisième rang des objectifs les plus fréquents. La rubrique "autres" résume une série d'objectifs, parmi lesquels la réduction des coûts et l'accroissement de la productivité, la sécurité nationale, et ceux qui n'ont pas été spécifiés, ces objectifs n'ayant été mentionnés que quatre fois en tout.

<sup>16</sup> Pour avoir accès au TBT NSS, veuillez envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante: [tbtcss@wto.org](mailto:tbtcss@wto.org).

**Figure 12: Notifications par objectif, 2015<sup>17</sup>****Figure 13: Notifications par objectif, 1995-2015<sup>19</sup>**

<sup>17</sup> Objectifs tels qu'indiqués par les Membres au point 7 du nouveau formulaire de notification (voir G/TBT/1/Rev.12, page 54). Une notification peut mentionner plusieurs objectifs.

### 3.1.7 Autres notifications OTC

#### 3.1.7.1 Notifications au titre de l'article 10.7

3.15. En 2015, cinq accords, conclus chacun par les États-Unis avec un autre Membre, ont été notifiés au titre de l'article 10.7. Les autres Membres étaient la Suisse, le Japon, le Canada, la Corée et l'UE. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord OTC, les Membres ont présenté 144 notifications au titre de l'article 10.7, ainsi que 6 corrigenda.

#### 3.1.7.2 Notifications au titre de l'article 15.2

3.16. En 2015, huit notifications ont été présentées au titre de l'article 15.2 de l'Accord OTC concernant des mesures existantes ou prises en vue d'assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord. Les Seychelles et le Sénégal ont présenté, pour la première fois, une notification au titre de l'article 15.2, tandis que l'Ukraine, la Colombie, Sri Lanka, la Trinité-et-Tobago, le Rwanda et le Kenya ont présenté des révisions de communications.<sup>18</sup>

#### 3.1.7.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")

3.17. En 2015, le Myanmar a notifié son acceptation du Code et aucun organisme à activité normative ne l'a dénoncée. Entre l'entrée en vigueur de l'Accord et décembre 2015, 165 organismes à activité normative de 126 Membres ont notifié qu'ils acceptaient le Code.<sup>19</sup> Le document G/TBT/CS/2/Rev.21 contient la liste, par Membre, des organismes à activité normative qui ont accepté le Code entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et décembre 2015.<sup>20</sup>

### 3.2 Préoccupations commerciales spécifiques (PCS)

3.18. Dès sa première réunion, le Comité OTC a été utilisé par les Membres comme une enceinte où ils examinent les questions commerciales liées aux règlements techniques, aux procédures d'évaluation de la conformité et aux normes élaborées, adoptées et appliquées par d'autres Membres. Ces questions sont dénommées "préoccupations commerciales spécifiques" (PCS) et elles se rapportent soit à des mesures proposées, soit à des mesures actuellement en vigueur. Les réunions du Comité OTC donnent aux Membres la possibilité de procéder à un examen des PCS dans un contexte multilatéral, de demander de nouvelles informations et précisions sur les mesures en question et de rechercher des solutions mutuellement acceptables.

#### 3.2.1 Tendances en matière de PCS

3.19. En 2015, 37 nouvelles PCS ont été soulevées, soit 10 de moins que l'année précédente (figure 14).<sup>21</sup> En outre, 49 PCS soulevées précédemment ont été examinées au cours de l'année, ce qui représente le deuxième plus grand chiffre annuel depuis 1995. (L'annexe B présente une liste complète des PCS; l'annexe C fournit des précisions sur les nouvelles PCS soulevées en 2015.) Dans l'ensemble, 86 PCS ont été examinées en 2015, chiffre dépassé seulement en 2012.

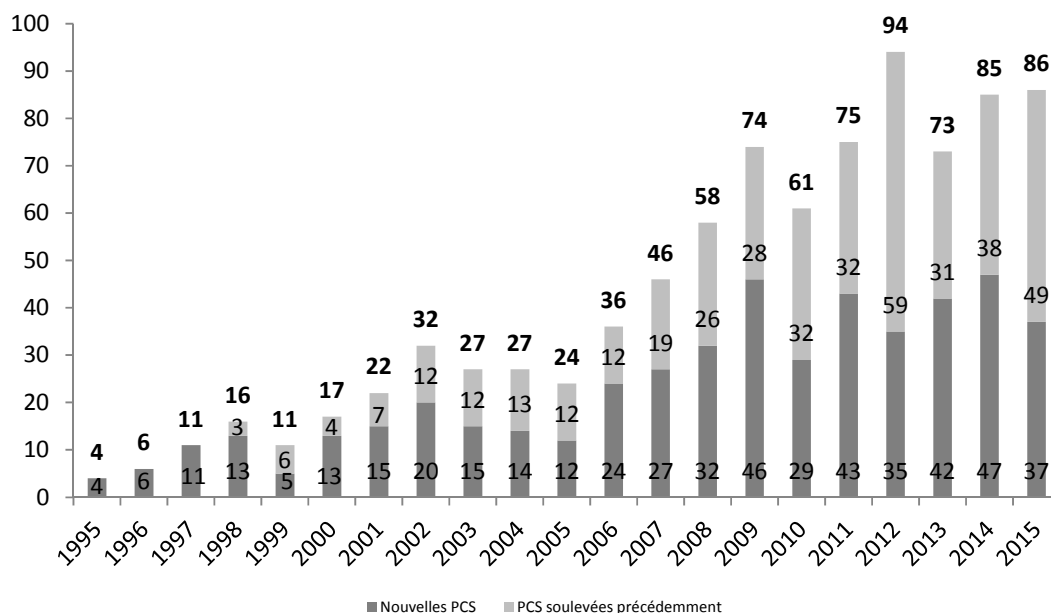
<sup>18</sup> La liste complète des Membres ayant présenté une communication concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC au titre de l'article 15.2 (depuis janvier 1995) figure dans le document G/TBT/GEN/1/Rev.13. Les Membres ayant présenté une nouvelle communication sont le Tadjikistan (G/TBT/2/Add.112) et le Mali (G/TBT/2/Add.113). L'Ukraine (G/TBT/2/Add.100/Rev.3), la Suisse (G/TBT/2/Add.7/Rev.2) et le Canada (G/TBT/2/Add.6/Rev.3) ont présenté des révisions de communications.

<sup>19</sup> Les notifications d'acceptation du Code par des organismes à activité normative des Membres figurent dans les documents G/TBT/CS/N/1 à G/TBT/CS/N/183.

<sup>20</sup> Le Centre d'information ISO/CEI établit le répertoire relatif au Code de pratique de la normalisation de l'Accord OTC de l'OMC, qui contient la liste de tous les organismes à activité normative qui ont notifié leur acceptation du Code. Voir: <http://www.standardsinfo.net/info/fr/inttrade.html>.

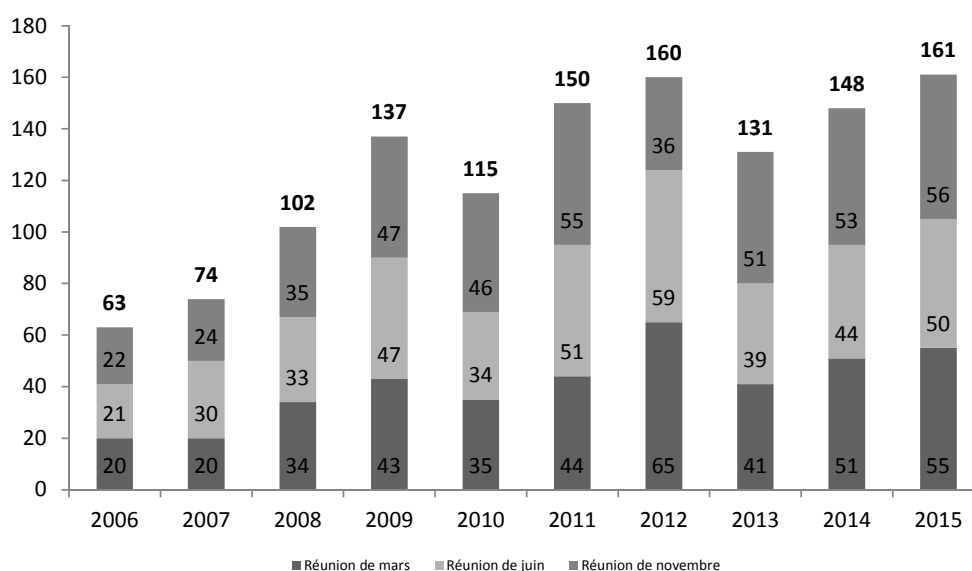
<sup>21</sup> On trouvera de plus amples détails sur les préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC au moyen du système de gestion des renseignements OTC (TBT IMS) (<http://tbtdms.wto.org/default.aspx>).

Figure 14: PCS soulevées, 1995-2015



3.20. La figure 15 expose, d'une manière différente, le nombre de PCS examinées à chaque réunion du Comité au cours des dix dernières années. Les chiffres de la figure 15 sont plus élevés que ceux de la figure 14 car, dans cette dernière, les PCS "soulevées précédemment" ne sont comptabilisées qu'une fois, même si elles ont été soulevées aux trois réunions ordinaires d'une année donnée.<sup>22</sup> La figure 16 montre que le nombre total de PCS examinées chaque année a considérablement augmenté entre 2006 et 2015 (passant de 63 à 161). Cette tendance à la hausse signifie que le Comité a consacré une plus grande partie de ses réunions à l'examen de PCS (en 2006, seulement 21 préoccupations environ étaient examinées par réunion, contre 54 en 2015). De manière générale, 2015 est l'année au cours de laquelle le plus de PCS (nouvelles ou soulevées précédemment) ont été examinées depuis 1995.

Figure 15: PCS examinées par réunion du Comité, 2006-2015

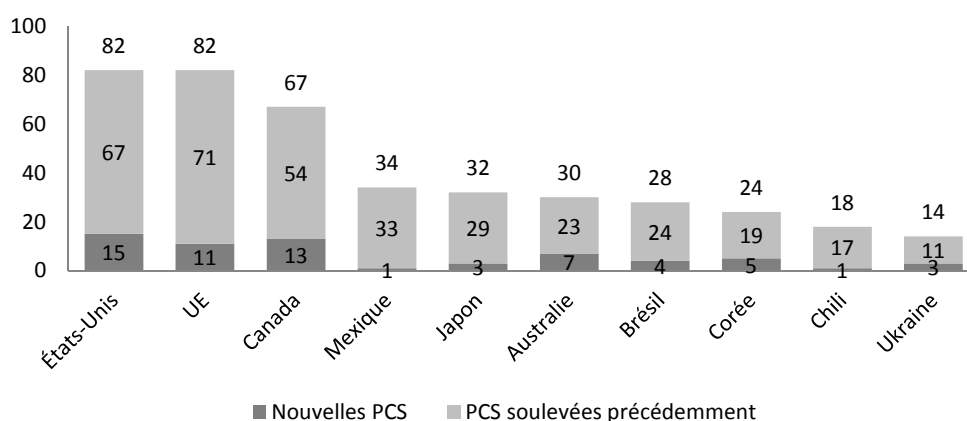


<sup>22</sup> Autrement dit, dans la figure 14, si la même PCS est soulevée à plusieurs réunions du Comité au cours de l'année, elle n'est comptabilisée qu'une seule fois. Dans la figure 15, une PCS est comptabilisée à chaque fois qu'elle est soulevée à une réunion du Comité – ce chiffre rend mieux compte du temps consacré par le Comité à l'examen des PCS.

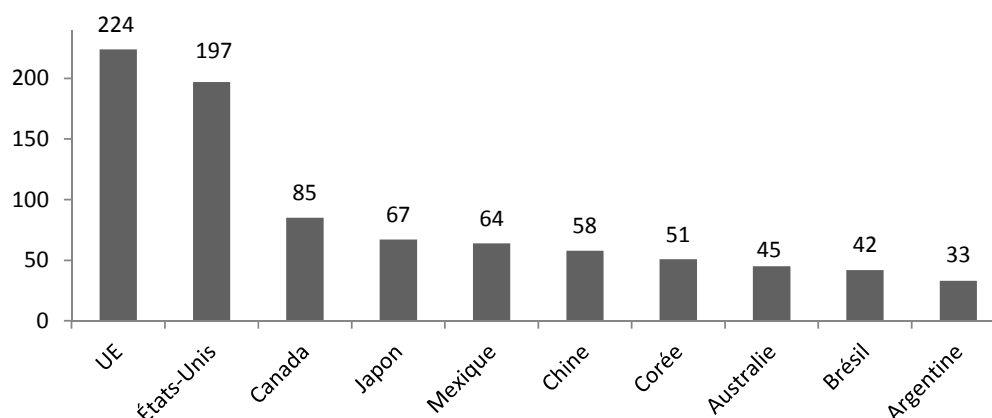
### 3.2.2 Participation des Membres au processus des PCS

3.21. En 2015, ce sont les États-Unis, le Canada et l'UE qui ont soulevé le plus de PCS, ce qui confirme la tendance observée depuis 1995 (figures 16 et 17). Dans la figure 16, le nombre de préoccupations soulevées précédemment indique le nombre total de fois qu'un Membre a soulevé des préoccupations qui l'avaient été précédemment (conformément à l'approche suivie pour la figure 15). Ainsi, une préoccupation peut être soulevée trois fois par an, aux réunions de mars, de juin et/ou de novembre. En 2015, ce sont les États-Unis et l'UE qui ont soulevé le plus de préoccupations, nouvelles ou déjà soulevées, avec un total de 82 chacun. Certains Membres ont davantage soulevé des préoccupations qui l'avaient déjà été, à l'image du Mexique, qui est revenu sur 33 PCS déjà soulevées et a soulevé seulement 1 nouvelle PCS.

**Figure 16: Membres qui ont soulevé le plus de PCS, 2015<sup>23</sup>**



**Figure 17: Membres qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS, 1995-2015<sup>24</sup>**

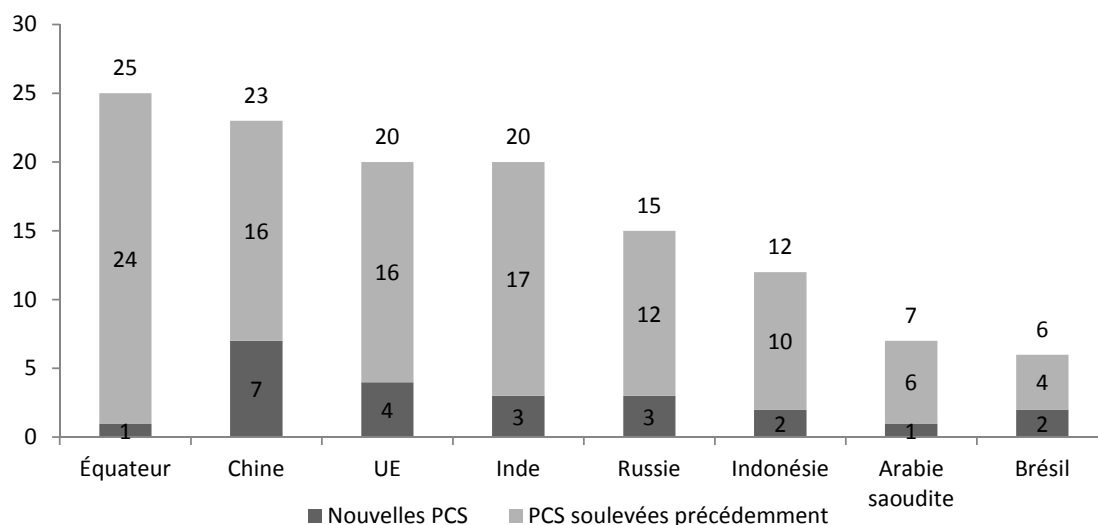
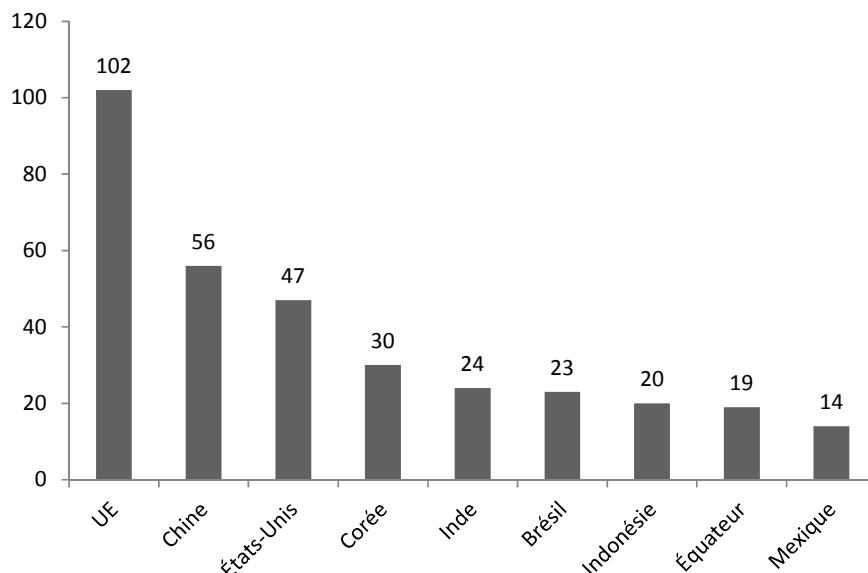


### 3.2.3 Membres visés par les PCS

3.22. Entre 1995 et 2015, ce sont les mesures de l'UE, de la Chine et des États-Unis qui ont fait le plus souvent l'objet de préoccupations soulevées par d'autres Membres. En 2015, la Chine et l'UE étaient les plus visées par des PCS. Cela marque un changement par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle l'Équateur (11) et la Russie (6) avaient été visés par un grand nombre de PCS (figures 18 et 19). La tendance des années antérieures reprend donc en 2015.

<sup>23</sup> Cette figure indique le nombre de PCS, nouvelles ou soulevées précédemment, exprimées par chaque Membre (par exemple, en 2015, les États-Unis ont soulevé 15 nouvelles PCS différentes et ont réexposé 67 PCS soulevées précédemment. Ces dernières peuvent être soulevées plus d'une fois). Elle inclut uniquement les Membres qui ont soulevé plus de 14 PCS au total au cours de l'année. Une même PCS (nouvelle ou soulevée précédemment) peut être soulevée par plus d'un Membre.

<sup>24</sup> Cette figure indique le nombre de PCS qu'un Membre a soulevées (par exemple, entre 1995 et 2015, l'UE a soulevé 224 PCS différentes). Elle inclut uniquement les Membres qui ont soulevé au moins 33 PCS au cours de la période considérée.

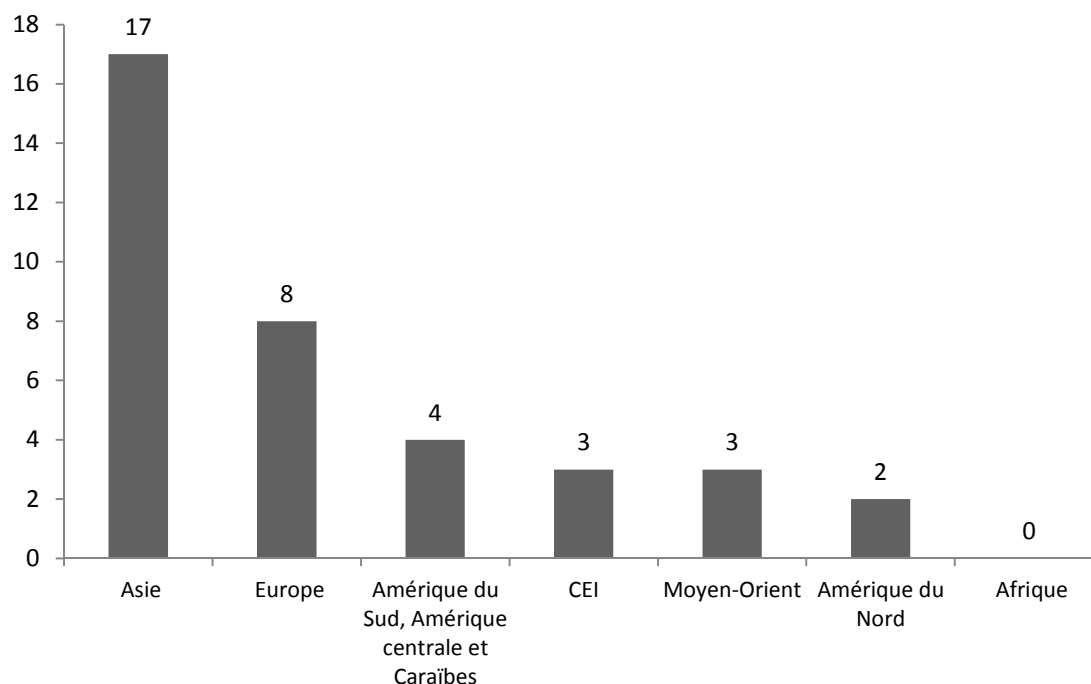
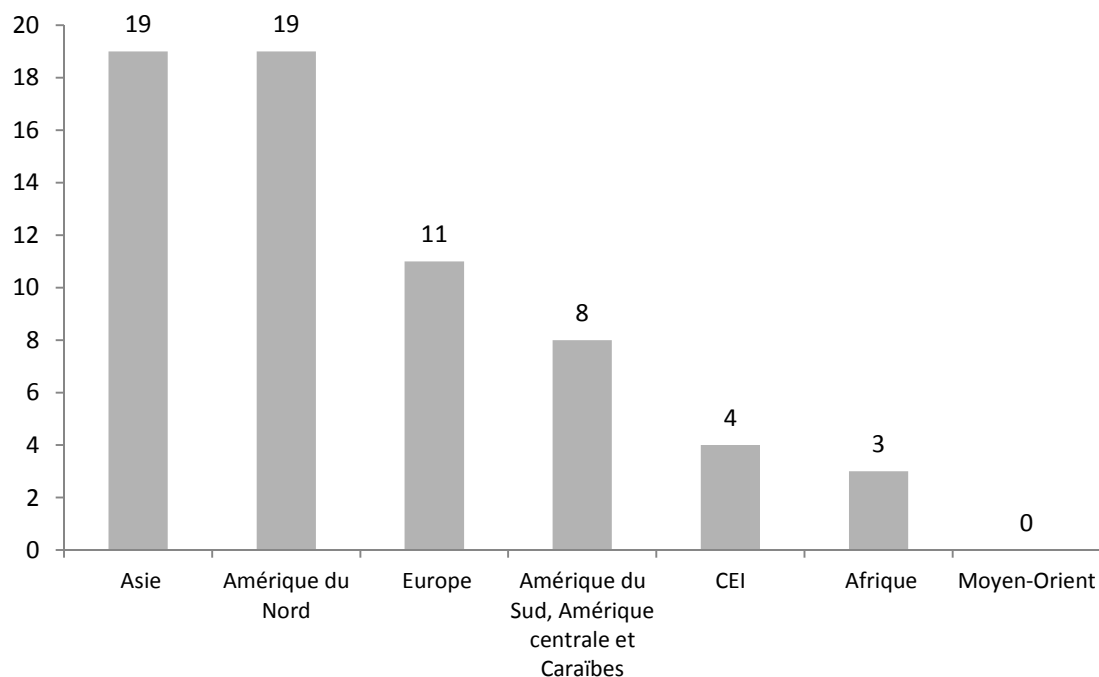
**Figure 18: Membres le plus souvent visés par des PCS, 2015<sup>25</sup>****Figure 19: Membres le plus souvent visés par de nouvelles PCS, 1995-2015<sup>26</sup>**

### 3.2.4 PCS par région et par niveau de développement

3.23. Les figures 20 à 23 présentent les Membres qui ont soulevé des PCS ou qui ont été visés par des PCS au Comité OTC, regroupés par région et par niveau de développement. Ce sont les Membres d'Asie et d'Amérique du Nord qui ont soulevé la plupart des PCS, tandis que les Membres de la région Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes ainsi que de l'Europe ont été le plus souvent visés par des PCS (figures 20 et 21). En 2015, les Membres d'Asie ont été visés par 17 PCS, soit plus qu'aucun autre groupe régional (figure 20). Les Membres d'Afrique, de la Communauté d'États indépendants (CEI) et du Moyen-Orient ont été moins souvent visés par des PCS et en ont soulevé moins. Dans le passé, ce sont l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie qui ont soulevé le plus de PCS, et l'Asie qui a été la région la plus visée par les PCS.

<sup>25</sup> Cette figure indique le nombre de fois qu'un Membre a été visé par une PCS soulevée par un ou plusieurs Membre(s). Elle inclut uniquement les Membres qui ont été visés par un total d'au moins six PCS, nouvelles ou soulevées précédemment, en 2015. Les pays peuvent être visés plus d'une fois par an par des PCS soulevées précédemment.

<sup>26</sup> Cette figure indique le nombre de fois qu'un Membre a été visé par une PCS soulevée par un ou plusieurs Membre(s). Elle inclut uniquement les Membres qui ont été visés par au moins 14 PCS entre 1995 et 2015.

**Figure 20: Membres visés par des PCS par région, 2015<sup>27</sup>****Figure 21: PCS soulevées par région, 2015**

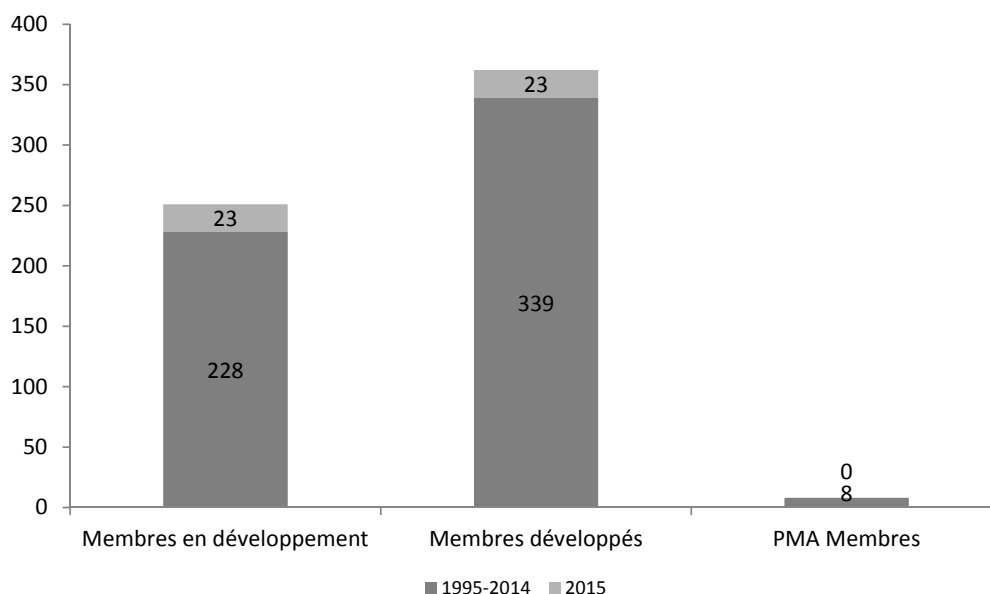
3.24. Depuis 1995, ce sont les Membres développés qui ont soulevé la majorité des PCS. L'année 2015 n'a pas fait exception (figure 22). Depuis 1995, y compris en 2015, les Membres en

<sup>27</sup> "Visés par des PCS" indique qu'une mesure d'un Membre d'une région donnée a fait l'objet d'une PCS soulevée par un ou plusieurs Membre(s). Il convient de noter que, pour cette catégorie, le total est de 37, ce qui correspond aux 37 nouvelles PCS soulevées en 2015, réparties en fonction de la région du Membre qu'elles visent. "PCS soulevées" indique le nombre de fois qu'un Membre d'une région donnée a soulevé une PCS en 2015. Une PCS donnée peut être soulevée par plusieurs Membres.

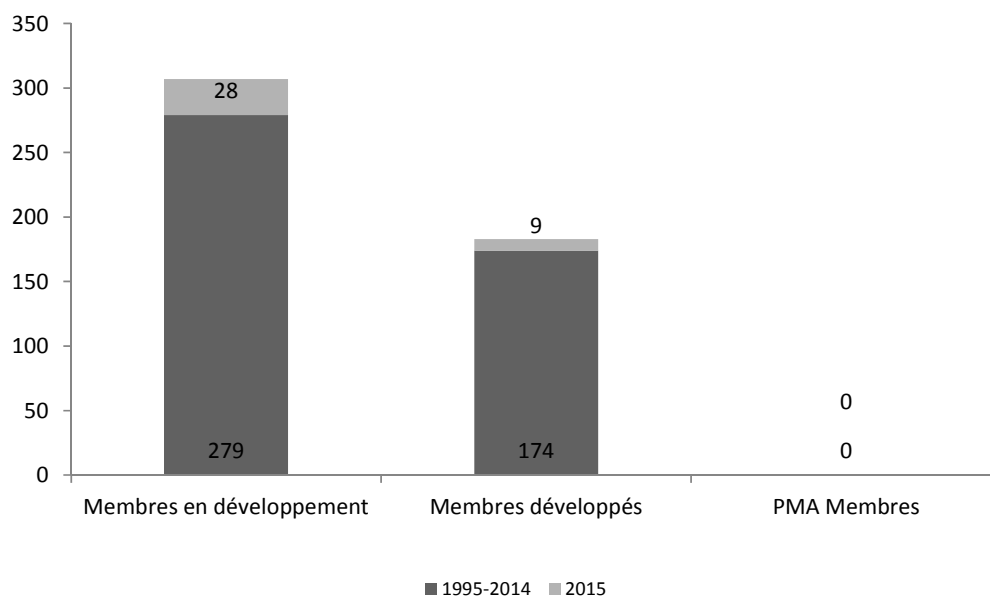


développement ont été plus souvent visés par des PCS (figure 23). Aucune mesure prise par un PMA Membre n'a fait l'objet de PCS (figure 23).

**Figure 22: PCS soulevées par niveau de développement, 1995-2015<sup>28</sup>**



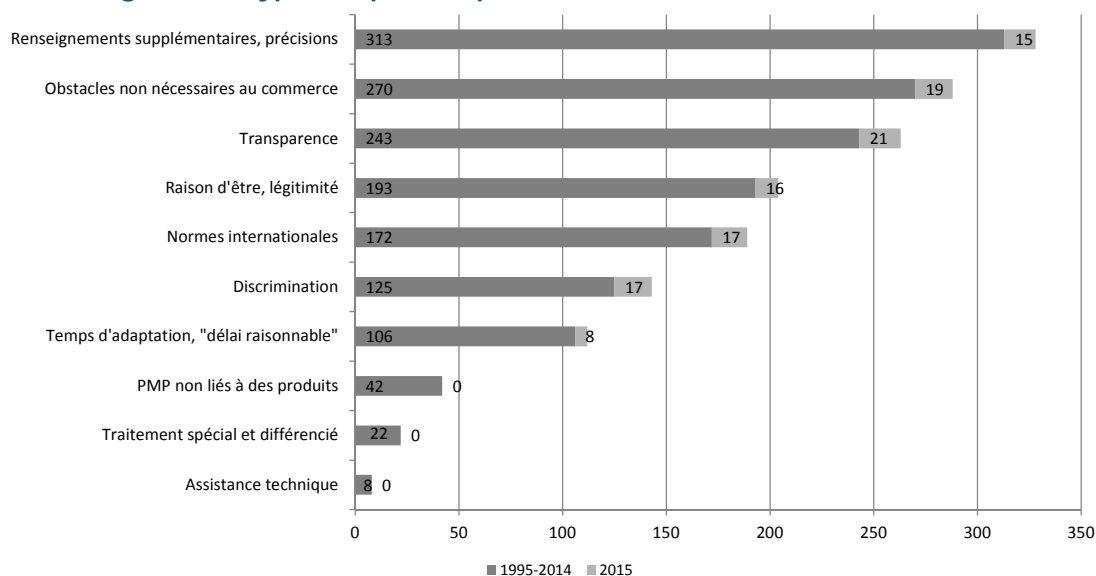
**Figure 23: Membres visés par des PCS par niveau de développement, 1995-2015**



### 3.2.5 Types de préoccupations soulevées

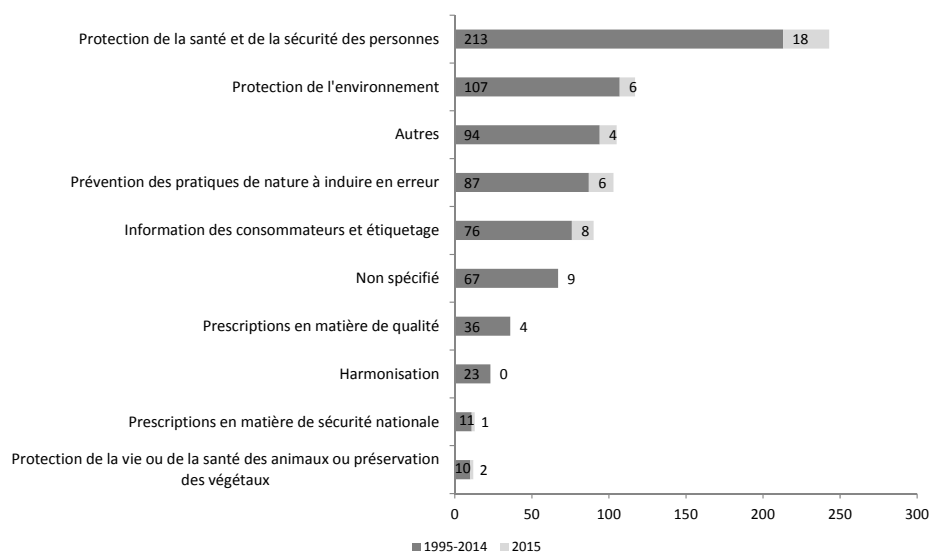
3.25. En 2015, les préoccupations soulevées le plus fréquemment par les Membres dans leurs déclarations devant le Comité portaient sur la transparence, ce qui diffère quelque peu de la tendance à long terme (figure 24). Les renseignements supplémentaires ou précisions concernant la mesure en cause ainsi que la nécessité d'éviter les obstacles non nécessaires au commerce ont aussi été mentionnés fréquemment, tout comme la raison d'être des mesures, l'application de normes internationales pertinentes ou les questions de discrimination.

<sup>28</sup> "PCS soulevées" indique le nombre de fois qu'un Membre d'un niveau de développement donné a soulevé une PCS. Une PCS donnée peut être soulevée par plusieurs Membres.

**Figure 24: Types de préoccupations soulevées, 1995-2014 et 2015<sup>29</sup>**

### 3.2.6 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS

3.26. Des renseignements concernant l'objectif déclaré d'une mesure faisant l'objet de PCS peuvent être trouvés dans la notification elle-même ou obtenus au moment de l'examen de la mesure en question par le Comité. Depuis 1995, les objectifs déclarés les plus courants des mesures soulevées en tant que PCS concernent la protection de la santé et de la sécurité des personnes. L'année 2015 n'a pas fait exception (figure 25). La protection de l'environnement, mentionnée depuis 1995 comme objectif pour de nombreuses mesures suscitant des préoccupations, a été invoquée moins souvent en 2015, tandis que les catégories "Prévention des pratiques de nature à induire en erreur" et "Information des consommateurs et étiquetage" étaient citées plus souvent. La catégorie "Autres" (figure 25) inclut un large éventail d'objectifs déclarés, dont la facilitation des échanges, l'amélioration de l'efficacité de l'évaluation de la conformité ou la lutte contre l'entrée de produits illicites. Pour certaines PCS, l'objectif ne ressort pas clairement des discussions et aucune notification n'a été présentée; ces objectifs ont été classés dans la catégorie "Non spécifié".

**Figure 25: Objectifs déclarés des mesures soulevées en tant que PCS, 1995-2014 et 2015<sup>30</sup>**

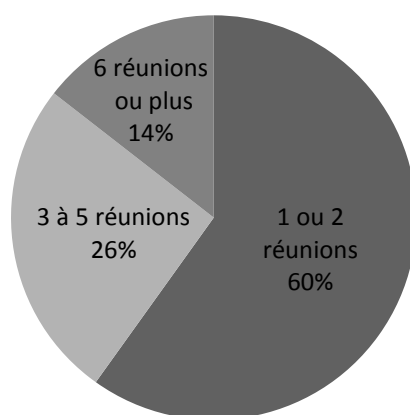
<sup>29</sup> Pour chaque préoccupation commerciale spécifique, il peut y avoir plus d'un type de préoccupation.

<sup>30</sup> Pour chaque préoccupation commerciale spécifique, il peut y avoir plus d'un objectif déclaré.

### 3.2.7 Fréquence – Nombre de fois où une PCS donnée a été soulevée devant le Comité

3.27. La plupart des PCS (60%) ont été soulevées à une ou deux réunions du Comité. Certaines (26%) ont été soulevées à trois, quatre ou cinq réunions, alors qu'un petit nombre (14%) l'ont été à six réunions ou plus (figure 26) et ont figuré pendant plusieurs années à l'ordre du jour du Comité.

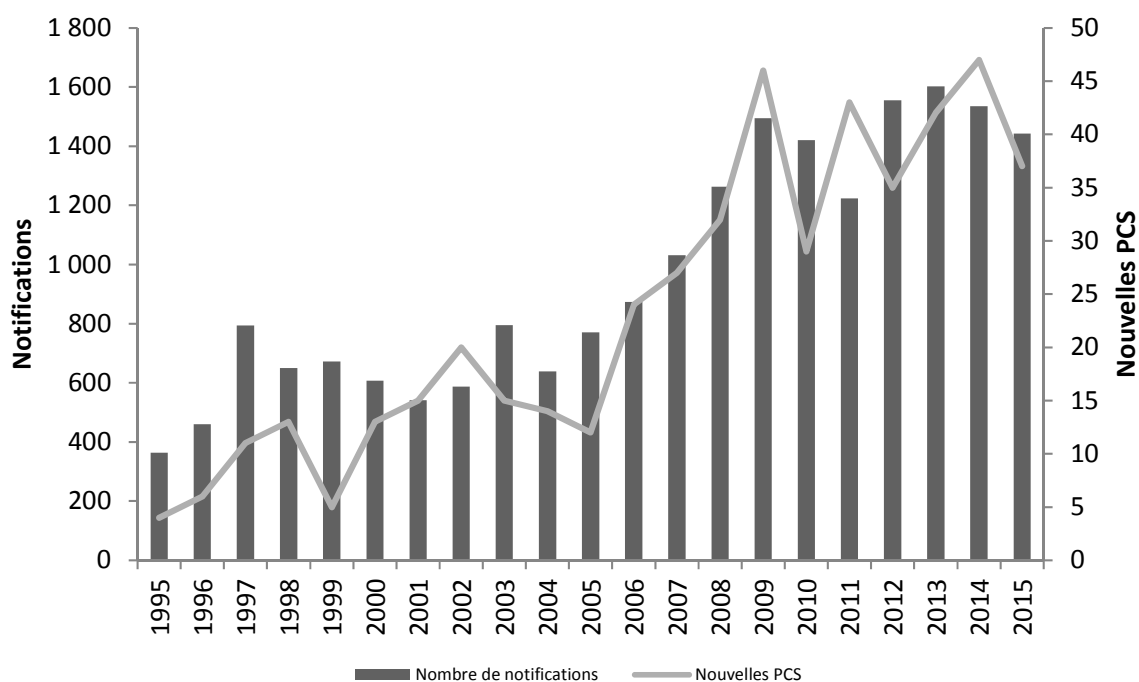
**Figure 26: Fréquence d'une PCS (nombre de réunions auxquelles elle a été soulevée), 1995-2015**

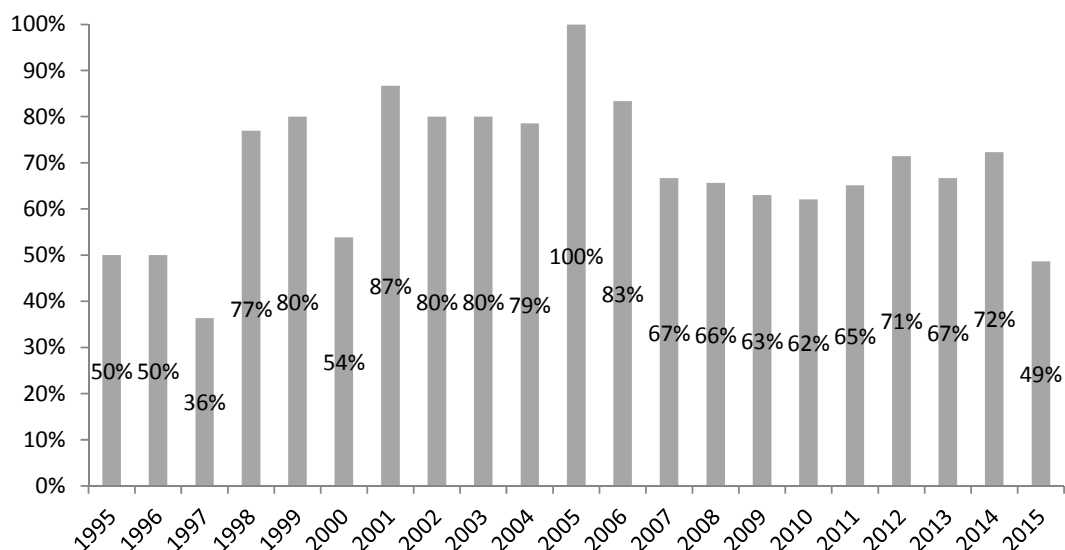


### 3.2.8 Rapport entre les notifications et les PCS

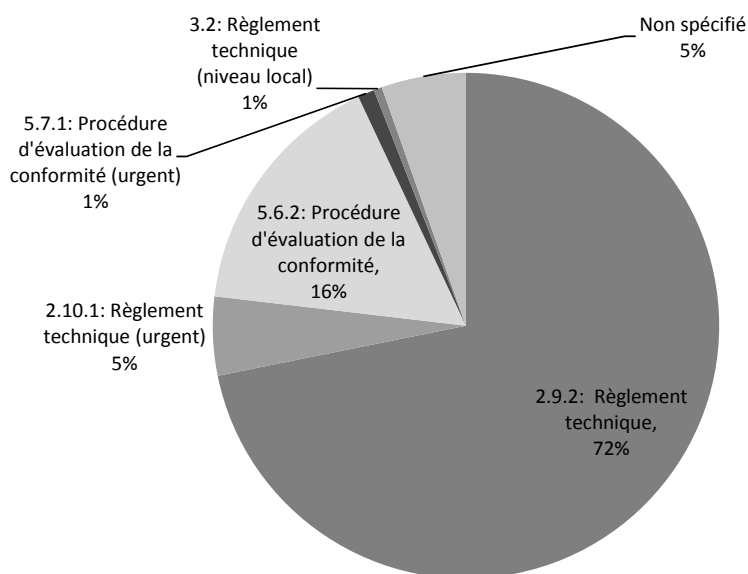
3.28. La figure 27 illustre le rapport entre le nombre de nouvelles notifications et le nombre de nouvelles PCS soulevées chaque année. En 2015, bien plus de PCS que d'ordinaire ont été soulevées pour des mesures qui n'avaient pas été notifiées, étant donné que seulement 49% des PCS examinées concernaient des mesures notifiées. C'est nettement moins que le pourcentage moyen depuis 1995, à savoir 68% (figure 28).

**Figure 27: Tendances en matière de notifications et de PCS**



**Figure 28: Nouvelles PCS examinées concernant les mesures notifiées**

3.29. S'agissant des PCS suscitées par des mesures notifiées, ce sont les mesures notifiées comme règlements techniques (article 2.9.2) qui ont été examinées le plus fréquemment (figure 29).

**Figure 29: Mesures visées par des PCS, 1995-2015, par fréquence<sup>31</sup>**

#### 4 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC

4.1. Depuis 1995, il y a eu 51 différends dans lesquels la demande de consultations, première étape officielle pour engager un recours à l'OMC, mentionnait l'Accord OTC. En 2015, une demande de consultations de ce type a été déposée au sujet de mesures de la Fédération de

<sup>31</sup> Certaines mesures ont été notifiées à la fois comme règlements techniques et comme procédures d'évaluation de la conformité, et certaines préoccupations ont été soulevées au sujet de plusieurs mesures notifiées. La figure 31 comptabilise toutes les fois où un article mentionné dans une mesure notifiée est soulevé en tant que PCS.

Russie affectant l'importation de matériel ferroviaire.<sup>32</sup> D'autres faits nouveaux sont survenus au cours de l'année, notamment:

- la distribution de deux rapports de l'Organe d'appel sur deux décisions de Groupe spécial de la mise en conformité concernant les différends OTC suivants: les règlements des États-Unis relatifs à l'étiquetage du pays d'origine des viandes (différend EPO)<sup>33</sup>, et les mesures des États-Unis relatives à l'étiquetage des conserves de thon<sup>34</sup>;
- l'autorisation, accordée par l'ORD au Mexique et au Canada dans le contexte du différend EPO, de suspendre à l'égard des États-Unis l'application de concessions tarifaires ("prendre des mesures de rétorsion") dans le secteur des marchandises, pour des montants annuels de 227 758 millions de dollars EU et 1 054 729 millions de dollars canadiens respectivement, conformément aux décisions de l'arbitre qui ont aussi été communiquées en 2015<sup>35</sup>; et
- l'établissement par l'ORD d'un groupe spécial concernant certaines mesures de l'Indonésie affectant les exportations de viande de poulet et de produits à base de poulet.<sup>36</sup>

## 5 ASSISTANCE TECHNIQUE

5.1. Comme en 2014, en 2015 le Secrétariat a continué d'augmenter nettement le nombre des activités d'assistance technique liées aux OTC, ce qui correspond à la forte progression de la demande en matière d'assistance technique dans ce domaine au cours des dernières années. En 2015, le Secrétariat de l'OMC a organisé au total **37** activités d'assistance technique liées aux OTC, sous différentes formes, ou y a participé. Par rapport à 2014 et 2013, il y a eu une augmentation notable de la demande et de la fourniture d'activités nationales liées aux OTC.<sup>37</sup> La demande d'ateliers SPS-OTC conjoints a également connu une nette augmentation en 2015.<sup>38</sup>

5.2. Parmi toutes les activités d'assistance technique organisées en 2015, **18** étaient des ateliers nationaux, régionaux ou tenus à Genève portant spécifiquement sur l'Accord OTC et organisés dans divers pays en développement Membres ou observateurs.<sup>39</sup> Ils comprenaient, en particulier, 2 ateliers régionaux<sup>40</sup>, 13 ateliers nationaux<sup>41</sup> et 1 cours avancé organisé à Genève (voir le paragraphe suivant). Les programmes étaient conçus pour aider les économies participantes à consolider leur connaissance des principes et disciplines de l'Accord OTC, à examiner les difficultés liées à la mise en œuvre et à accroître leur participation aux travaux du Comité OTC. L'accent était mis sur la transparence et la coordination nationale en particulier. Environ la moitié de ces activités nationales et régionales consacrées aux OTC portaient également sur l'Accord SPS et étaient organisées en coopération avec les experts du Secrétariat chargés de ce domaine. Au total, des participants de 61 Membres de l'OMC ou observateurs (y compris 32 PMA), représentant toutes les régions du monde, ont bénéficié des activités d'assistance technique spécifiques dans le domaine des OTC en 2015.<sup>42</sup>

5.3. Le cours avancé sur l'Accord OTC, organisé conjointement par la Division du commerce et de l'environnement et par l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT), a eu lieu à Genève du 9 au 20 mars 2015. Au total, 24 personnes dont la participation était financée et qui

<sup>32</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds499\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds499_f.htm).

<sup>33</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds384\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds384_f.htm).

<sup>34</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds381\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds381_f.htm).

<sup>35</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds384\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds384_f.htm).

<sup>36</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds484\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds484_f.htm).

<sup>37</sup> Treize ateliers nationaux liés aux OTC ont eu lieu en 2015, contre dix en 2014 et sept en 2013.

<sup>38</sup> En 2015, la moitié environ des ateliers régionaux et nationaux consacrés aux OTC ont porté à la fois sur l'Accord SPS et sur l'Accord OTC. En particulier, la majorité des ateliers nationaux organisés en 2015 (7 sur 13) ont porté sur les deux Accords, contre seulement 3 (sur 10) en 2014.

<sup>39</sup> Y compris deux ateliers OTC plurirégionaux *sui generis*.

<sup>40</sup> Ces deux ateliers régionaux, qui portaient aussi sur l'Accord SPS, ont été organisés: au Kenya (pour les membres africains de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)) et en Thaïlande (pour les régions Asie et Pacifique, en coopération avec la CESAP).

<sup>41</sup> Ces 13 ateliers nationaux ont été organisés: en Algérie (conjoint OTC-SPS), en Équateur, en Gambie (conjoint OTC-SPS), au Guatemala, au Honduras, en Malaisie, au Mexique (conjoint OTC-SPS), au Myanmar (conjoint OTC-SPS), à Oman (conjoint OTC-SPS), au Pérou, au Soudan (conjoint OTC-SPS), en Trinité-et-Tobago (conjoint OTC-SPS) et en Ukraine.

<sup>42</sup> Parmi les 49 PMA désignés par l'ONU, 34 sont devenus Membres de l'OMC et 9 autres mènent actuellement des négociations en vue d'accéder à l'OMC.

intervenaien au niveau politique ou technique dans la mise en œuvre de l'Accord OTC, ont assisté au cours. Non seulement ce cours interactif a traité des dispositions de l'Accord OTC (et des accords connexes) ainsi que des fonctions/procédures du Comité OTC de manière exhaustive, mais il a permis aussi aux participants de faire part d'expériences nationales relatives aux questions de mise en œuvre. En particulier, avec l'aide de formateurs, chaque participant a préparé un plan d'action pour répondre à un problème spécifique de mise en œuvre lié aux OTC qu'il avait identifié dans son pays. L'objectif de ce cours était d'encourager les participants à prendre les devants pour faire changer les choses, en dépit des diverses contraintes institutionnelles et/ou des pénuries de ressources auxquelles ils peuvent se heurter au niveau national. Les participants devaient faire rapport périodiquement sur la mise en œuvre de leurs plans d'action. Pour ceux qui auront respecté cette exigence, un cours complémentaire sera organisé à Genève en mars 2016.

5.4. Par ailleurs, au total **19** modules sur les OTC ont été dispensés en 2015 dans le cadre du programme des différentes activités d'assistance technique de l'OMC plus générales, principalement de cours de politique commerciale régionaux ou organisés à Genève. En tout, des participants issus de 114 Membres de l'OMC ou observateurs ont bénéficié de ces activités en 2015 (dont 28 venant de PMA), représentant toutes les régions du monde.

5.5. Enfin, en 2015, trois cours de formation à distance portant spécifiquement sur l'Accord OTC ont été organisés. Au total, 201 participants ont terminé les cours avec succès (124 en anglais, 45 en français et 32 en espagnol).<sup>43</sup>

---

<sup>43</sup> Ce cours en ligne, destiné aux fonctionnaires des pays Membres et des pays ayant le statut d'observateur, porte sur tous les aspects de l'Accord OTC. Il est disponible toute l'année dans les trois langues. Bien que les ressources d'apprentissage en ligne de l'OMC soient librement accessibles sur le site Web de la formation en ligne de l'Organisation, les participants doivent s'inscrire et remplir un formulaire de présentation de candidature pour pouvoir prendre part à un cours contrôlé par un formateur, accéder aux examens de fin de module et obtenir un certificat de l'OMC. Pour plus de détails, voir à l'adresse suivante: <http://ecampus.wto.org/>.

## ANNEXES

## A. Notifications présentées par Membre, 1995-2015

Membres	Nombre de notifications présentées en 2015	Addenda et corrigenda présentés en 2015	Révisions présentées en 2015	Nombre total de notifications présentées en 2015	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Afrique du Sud	9	13	7	29	308
Albanie	11	0	0	11	77
Allemagne	0	0	0	0	23
Angola	0	0	0	0	0
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0
Arabie saoudite, Royaume d'	83	0	0	83	916
Argentine	12	12	0	24	567
Arménie	0	0	0	0	78
Australie	1	0	0	1	209
Autriche	0	0	0	0	4
Bahrein, Royaume de	48	1	0	49	436
Bangladesh	0	0	0	0	0
Barbade	0	0	0	0	10
Belgique	0	0	0	0	210
Belize	0	0	0	0	5
Bénin	0	0	0	0	2
Bolivie, État plurinational de	1	0	0	1	25
Botswana	0	0	0	0	38
Brésil	41	71	3	115	1 325
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	2
Bulgarie	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0
Burundi	0	0	0	0	1
Cabo Verde	0	0	0	0	0
Cambodge	0	0	0	0	3
Cameroun	0	0	0	0	8
Canada	37	10	2	49	903
Chili	35	1	0	36	487
Chine	97	3	6	106	1 238
Chypre	0	0	0	0	1
Colombie	4	13	0	17	578
Congo	0	0	0	0	3
Corée, République de	75	5	0	80	765
Costa Rica	6	3	0	9	213
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Croatie	0	0	0	0	39
Cuba	0	0	0	0	20
Danemark	1	0	0	1	252
Djibouti	0	0	0	0	0
Dominique	2	0	0	2	13
Égypte	45	16	2	63	146
El Salvador	4	0	0	4	266
Émirats arabes unis	53	1	0	54	301
Équateur	32	94	0	126	849
Espagne	0	0	0	0	69
Estonie	0	0	0	0	11
États-Unis d'Amérique	110	173	0	283	2 459
Ex-République yougoslave de Macédoine	1	0	0	1	9
Fédération de Russie	5	0	0	5	46
Fidji	0	0	0	0	1
Finlande	1	0	0	1	75
France	6	0	0	6	231
Gabon	2	0	0	2	2
Gambie	0	0	0	0	2
Géorgie	4	0	0	4	92
Ghana	0	0	0	0	12

Membres	Nombre de notifications présentées en 2015	Addenda et corrigenda présentés en 2015	Révisions présentées en 2015	Nombre total de notifications présentées en 2015	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Grèce	0	0	0	0	0
Grenade	0	0	0	0	17
Guatemala	0	0	0	0	108
Guinée	0	0	0	0	1
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Guyana	0	0	0	0	20
Haïti	0	0	0	0	1
Honduras	1	0	0	1	96
Hong Kong, Chine	2	0	0	2	91
Hongrie	1	0	0	1	32
Îles Salomon	0	0	0	0	0
Inde	6	2	0	8	114
Indonésie	12	5	0	17	198
Irlande	0	0	0	0	2
Islande	0	0	0	0	2
Israël	12	3	0	15	993
Italie	1	0	0	1	27
Jamaïque	8	0	0	8	85
Japon	36	2	0	38	788
Jordanie	0	0	0	0	48
Kazakhstan	0	0	0	0	0
Kenya	11	1	2	14	467
Koweït, État du	51	2	0	53	320
Lesotho	0	0	0	0	0
Lettonie	0	0	0	0	32
Liechtenstein	0	0	0	0	0
Lituanie	2	0	0	2	30
Luxembourg	0	0	0	0	0
Macao, Chine	0	0	0	0	6
Madagascar	0	0	0	0	0
Malaisie	11	0	1	12	230
Malawi	0	0	0	0	0
Maldives	0	0	0	0	0
Mali	0	0	0	0	2
Malte	0	0	0	0	0
Maroc	0	0	0	0	26
Maurice	0	0	1	1	5
Mauritanie	0	0	0	0	0
Mexique	20	30	0	50	813
Moldova, République de	6	0	0	6	31
Mongolie	0	0	0	0	6
Monténégro	0	0	0	0	0
Mozambique	0	0	0	0	9
Myanmar	1	0	0	1	2
Namibie	0	0	0	0	0
Népal	0	0	0	0	4
Nicaragua	1	1	0	2	171
Niger	0	0	0	0	0
Nigéria	3	0	0	3	4
Norvège	1	0	0	1	88
Nouvelle-Zélande	2	0	0	2	132
Oman	42	1	0	43	246
Ouganda	97	3	0	100	540
Pakistan	35	0	0	35	92
Panama	0	0	0	0	86
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	1
Paraguay	4	3	0	7	102
Pays-Bas	0	0	0	0	632
Pérou	18	0	0	18	95
Philippines	6	0	0	6	258
Pologne	0	0	0	0	8
Portugal	0	0	0	0	1
Qatar	52	1	0	53	459



Membres	Nombre de notifications présentées en 2015	Addenda et corrigenda présentés en 2015	Révisions présentées en 2015	Nombre total de notifications présentées en 2015	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
République centrafricaine	0	0	0	0	10
République démocratique du Congo	0	0	0	0	0
République démocratique populaire lao	0	0	0	0	1
République dominicaine	2	0	0	2	268
République kirghize	0	0	0	0	33
République slovaque	0	0	0	0	54
République tchèque	12	22	0	34	359
Roumanie	0	0	0	0	94
Royaume-Uni	3	1	0	4	51
Rwanda	0	0	0	0	41
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	13
Sainte-Lucie	0	0	0	0	51
Samoa	0	0	0	0	0
Sénégal	0	0	0	0	12
Seychelles	0	0	0	0	0
Sierra Leone	0	0	0	0	0
Singapour	3	0	0	3	45
Slovénie	1	0	0	1	104
Sri Lanka	0	1	0	1	48
Suède	2	0	0	2	228
Suisse	25	0	0	25	294
Suriname	1	0	0	1	1
Swaziland	0	0	0	0	1
Tadjikistan	0	0	0	0	0
Taipei chinois	34	17	1	52	299
Tanzanie	0	0	0	0	45
Tchad	0	0	0	0	0
Thaïlande	31	2	1	34	631
Togo	0	0	0	0	2
Tonga	0	0	0	0	0
Trinité-et-Tobago	1	1	0	2	129
Tunisie	0	0	0	0	27
Turquie	12	1	0	13	85
Ukraine	7	2	0	9	154
Union européenne	75	4	0	79	1 253
Uruguay	4	0	0	4	11
Vanuatu	0	0	0	0	0
Venezuela, République bolivarienne du	0	0	0	0	35
Viet Nam	27	2	1	30	86
Yémen	28	0	0	28	28
Zambie	2	0	0	2	46
Zimbabwe	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 438</b>	<b>523</b>	<b>27</b>	<b>1 988</b>	<b>25 390</b>

## B. Résumé des PCS soulevées en 2015

Le tableau ci-après contient la liste des 86 préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC en 2015. La deuxième colonne indique le nom de la préoccupation commerciale spécifique et, entre parenthèses, son numéro d'identification unique (IMS ID) dans le système de gestion des renseignements OTC (TBT IMS) en ligne.<sup>1</sup>

Les préoccupations commerciales spécifiques sont classées en fonction des critères suivants, par ordre décroissant (en premier la date, puis la fréquence et enfin le nombre de Membres ayant exprimé leur préoccupation):

- a. **date:** date de la réunion à laquelle la préoccupation commerciale spécifique a été soulevée la dernière fois (dans l'ordre chronologique inverse);
- b. **fréquence:** nombre de réunions auxquelles la préoccupation commerciale spécifique a été soulevée; et
- c. **Membres:** nombre de Membres qui ont exprimé leur préoccupation au sujet de la mesure depuis que la première préoccupation la concernant a été soulevée.

	Préoccupations commerciales spécifiques	Date	Fréquence	Membres
1	Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles (ID 133) (ID 133)	4 novembre 2015	28	4
2	Chine – Dispositions régissant l'homologation des produits cosmétiques (ID 296) (ID 296)	4 novembre 2015	16	5
3	Inde – Nouvelles règles liées aux télécommunications (Département des télécommunications, n° 842-725/2005-VAS/Vol.III (3 décembre 2009); n° 10-15/2009-AS-III/193 (18 mars 2010); et n° 10-15/2009-AS-III/Vol.II/(Pt.)/(25-29) (28 juillet 2010); Département des télécommunications, n° 10-15/2009-AS-III/Vol.II/(Pt.)/(30) (28 juillet 2010) et modèle de "contrat de sécurité et de continuité d'exploitation") (ID 274) (ID 274)	4 novembre 2015	16	4
4	Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294) (ID 294)	4 novembre 2015	15	6
5	Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011) (ID 332) (ID 332)	4 novembre 2015	12	8
6	Corée – Règlement relatif à l'enregistrement et à l'évaluation des matières chimiques (ID 305) (ID 305)	4 novembre 2015	12	6
7	Indonésie – Lignes directrices techniques pour l'adoption et l'application des normes obligatoires indonésiennes en matière de sécurité des jouets (ID 328) (ID 328)	4 novembre 2015	12	4
8	Inde – Règlement sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires – Prescriptions en matière d'étiquetage des aliments (ID 298) (ID 298)	4 novembre 2015	10	8

<sup>1</sup> Pour obtenir de plus amples renseignements sur une PCS, veuillez entrer son numéro d'identification dans le champ "Numéro" de la page "Recherche de préoccupations commerciales spécifiques" du TBT IMS (<http://tbtims.wto.org/web/pages/search/stc/Search.aspx>).

	Préoccupations commerciales spécifiques	Date	Fréquence	Membres
9	Union européenne – Projet de règlement d'exécution modifiant le Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole (ID 345) (ID 345)	4 novembre 2015	10	6
10	Chili – Proposition de modification du Règlement sanitaire applicable aux produits alimentaires, Décret suprême n° 977/96 (ID 370) (ID 370)	4 novembre 2015	9	12
11	Inde – Décret de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Prescriptions en matière d'enregistrement obligatoire) (ID 367) (ID 367)	4 novembre 2015	9	7
12	Pérou – Loi pour favoriser une alimentation saine chez les enfants et les adolescents (ID 383) (ID 383)	4 novembre 2015	8	10
13	Union européenne – Proposition révisée de la DG Environnement du 19 février 2013 en matière de catégorisation de composants en tant que perturbateurs endocriniens (ID 393) (ID 393)	4 novembre 2015	8	9
14	Indonésie – Règlement n° 30/2013 du Ministère de la santé relatif à l'intégration d'informations sur la teneur en sucre, en sel et en graisse, ainsi que de messages d'avertissement sanitaire sur les étiquettes des aliments transformés (ID 389) (ID 389)	4 novembre 2015	8	7
15	Équateur – Résolution n° 116 du Comité du commerce extérieur équatorien du 19 novembre 2013 et Règlement technique équatorien RTE INEN 022 relatif à l'étiquetage des produits alimentaires transformés, conditionnés et emballés (ID 411) (ID 411)	4 novembre 2015	6	11
16	Fédération de Russie – Sécurité des produits pour enfants et adolescents (ID 418) (ID 418)	4 novembre 2015	6	3
17	Inde – Règlement sur l'étiquetage de l'huile de colza (ID 413) (ID 413)	4 novembre 2015	6	2
18	Thaïlande – Projet de notification concernant la réglementation des boissons alcooliques. Règles, procédures et conditions régissant l'étiquetage des boissons alcooliques (E.B.) (ID 427) (ID 427)	4 novembre 2015	5	9
19	Équateur – Projet de règlement technique PRTE INEN n° 189 relatif à l'étiquetage des boissons alcooliques (ID 433) (ID 433)	4 novembre 2015	5	5
20	Chine – Règlements sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État) (ID 428) (ID 428)	4 novembre 2015	5	4
21	Royaume d'Arabie saoudite – Certificat de conformité (non notifié) et prescriptions en matière de marquage de l'Organisation de normalisation du Golfe (GSO) pour les jouets (ID 435) (ID 435)	4 novembre 2015	5	3
22	Pérou – Règlements d'application du 14 novembre 2012 concernant le moratoire sur la plantation de cultures génétiquement modifiées (ID 392) (ID 392)	4 novembre 2015	5	2
23	Équateur – Projet de prescriptions réglementaires relatives à la sécurité des véhicules automobiles (RTE INEN 034) (ID 409) (ID 409)	4 novembre 2015	4	6

	Préoccupations commerciales spécifiques	Date	Fréquence	Membres
24	Équateur – Produits cosmétiques (ID 417) (ID 417)	4 novembre 2015	4	5
25	Royaume d'Arabie saoudite – Décret du Conseil des ministres d'Arabie saoudite du 4 mars 2014 sur la vente et la commercialisation des boissons énergétiques (ID 442) (ID 442)	4 novembre 2015	4	3
26	Brésil – Projet de décision technique n° 69 du 9 septembre 2014 portant obligation d'indiquer la composition chimique en portugais sur l'étiquette des produits d'hygiène corporelle, des cosmétiques et des parfums (ID 443) (ID 443)	4 novembre 2015	4	3
27	Équateur – Projet de Règlement technique PRTE INEN n° 111: Efficacité énergétique. Sèche-linge. Étiquetage (ID 455) (ID 455)	4 novembre 2015	4	2
28	Union européenne – Critères communs en matière d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information – Certification dans l'UE (critères communs) (ID 448) (ID 448)	4 novembre 2015	4	1
29	Chine – Mesure administrative concernant l'étiquetage des cosmétiques (ID 456) (ID 456)	4 novembre 2015	3	5
30	Chine – Règlement sur la sécurité de l'équipement de traitement de l'information dans le secteur bancaire (ID 457) (ID 457)	4 novembre 2015	3	5
31	Indonésie – Règlement du Ministre de l'agriculture n° 139/Permentan/PD.4 du 10 décembre 2014 concernant l'importation de carcasses, de viande et/ou de produits transformés à base de viande sur le territoire de la République d'Indonésie et Règlement du Ministre de l'agriculture n° 02/Permentan/PD.4 du 10 janvier 2015 portant modification du Règlement du Ministre de l'agriculture n° 139/Permentan/PD.4 du 10 décembre 2014 (ID 461) (ID 461)	4 novembre 2015	3	4
32	Équateur – Accord d'équivalence n° 14.241 avec les règlements de l'Union européenne (ID 453) (ID 453)	4 novembre 2015	3	3
33	Équateur – Règlement technique d'urgence (RTE) n° 088 de l'Institut équatorien de normalisation relatif aux agents de surface G/TBT/N/ECU/117 (ID 458) (ID 458)	4 novembre 2015	3	1
34	Union européenne – Proposition de modification du Règlement (CE) n° 1829/2003 concernant les organismes génétiquement modifiés (ID 464) (ID 464)	4 novembre 2015	2	7
35	Indonésie – Article 3 du Règlement n° 69/2014 du Ministère de l'industrie: Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux pour les équipements LTE – Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux pour les équipements employés pour les services à large bande selon les modes duplex à répartition dans le temps et duplex à répartition en fréquence de la technologie LTE (ID 472) (ID 472)	4 novembre 2015	2	6
36	Taipei chinois – Étiquetage des OGM (ID 467) (ID 467)	4 novembre 2015	2	5
37	Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466) (ID 466)	4 novembre 2015	2	4
38	Colombie – Projet de décret du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme portant réorganisation du sous-système national de la qualité et modifiant le Décret n° 2269 de 1993 (ID 432) (ID 432)	4 novembre 2015	2	4

	Préoccupations commerciales spécifiques	Date	Fréquence	Membres
39	Turquie – Communiqué n° 01/2015 relatif aux jouets (ID 473) (ID 473)	4 novembre 2015	2	2
40	Brésil – Projet d'arrêté n° 374 du 27 novembre 2014 (Portaria SDA/MAPA 374/2014). Établissement d'exigences de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin (ID 470) (ID 470)	4 novembre 2015	2	1
41	Inde – Modification de la politique régissant l'importation de pommes (ID 487) (ID 487)	4 novembre 2015	1	5
42	Chine – Réglementation des technologies de l'information et de la communication de la Commission de réglementation de l'assurance (CIRC) (ID 489) (ID 489)	4 novembre 2015	1	4
43	Brésil – Certification des jouets; arrêtés n° 89, n° 310 et projet de règle administrative n° 321 (ID 478) (ID 478)	4 novembre 2015	1	3
44	Singapour – Emballage neutre pour les produits du tabac (ID 484) (ID 484)	4 novembre 2015	1	3
45	Inde – Accumulateurs alcalins et autres accumulateurs à électrolyte non acide (ID 482) (ID 482)	4 novembre 2015	1	2
46	Colombie – Prescriptions en matière d'essai auxquelles doivent satisfaire les jouets, leurs composants et leurs accessoires (ID 479)	4 novembre 2015	1	2
47	Corée – Normes et spécifications pour les produits du bois (ID 491) (ID 491)	4 novembre 2015	1	2
48	Union européenne – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au clonage des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine et équine élevés et reproduits à des fins agricoles (197) et proposition de directive du Conseil relative à la mise sur le marché des denrées alimentaires obtenues à partir d'animaux clonés (198) G/TBT/N/EU/197 et G/TBT/N/EU/198 (ID 492) (ID 492)	4 novembre 2015	1	2
49	Chine – Mesures provisoires pour la gestion de la qualité du charbon commercial (ID 477)	4 novembre 2015	1	2
50	Chine – Orientations concernant la notification et l'enregistrement de nouvelles substances chimiques (ID 490) (ID 490)	4 novembre 2015	1	1
51	Royaume d'Arabie saoudite – Projet d'actualisation du règlement technique SASO 2857:2014 "Prescriptions relatives à la résistance au roulement et à l'adhérence sur sol mouillé des pneumatiques pour véhicules" (ID 488) (ID 488)	4 novembre 2015	1	1
52	Union européenne – Restriction applicable aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les pneumatiques, tel que prévu dans l'annexe XVII du règlement REACH (ID 480) (ID 480)	4 novembre 2015	1	1
53	Émirats arabes unis – Étiquetage – Étiquette d'efficacité énergétique pour les appareils électriques (ID 481) (ID 481)	4 novembre 2015	1	1
54	UE – Retrait de l'équivalence pour les produits biologiques (ID 483) (ID 483)	4 novembre 2015	1	1
55	Royaume de Bahreïn, État du Koweït, Royaume d'Arabie saoudite, Qatar – Véhicules automobiles: Exigences générales GSO 42:2003 (ID 485) (ID 485)	4 novembre 2015	1	1
56	Inde – Décret de 2015 relatif aux produits en acier inoxydable (Contrôle de la qualité) (ID 486) (ID 486)	4 novembre 2015	1	1
57	Fédération de Russie – Mesure affectant l'importation de papier peint ukrainien (ID 476) (ID 476)	4 novembre 2015	1	1

	Préoccupations commerciales spécifiques	Date	Fréquence	Membres
58	Inde – Règlement de 2007 relatif aux médicaments et aux cosmétiques (ID 167) (ID 167)	17 juin 2015	20	3
59	Équateur – Résolution établissant le "Cadre général équatorien pour l'évaluation de la conformité" et du "Manuel des procédures à suivre avant toutes les étapes du dédouanement, de la commercialisation et de la surveillance du marché des produits fabriqués, importés et commercialisés soumis à la réglementation technique équatorienne" (ID 398) (ID 398)	17 juin 2015	6	9
60	Chine – Prescriptions de sécurité applicables aux piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs (ID 425) (ID 425)	17 juin 2015	4	2
61	Équateur – Certification des carreaux et dalles céramiques II (ID 419) (ID 419)	17 juin 2015	3	2
62	Union européenne – Limites pour le chrome hexavalent dans les jouets (2009/48/CE) (ID 449) (ID 449)	17 juin 2015	3	1
63	Fédération de Russie – Règlements techniques sur la sécurité du transport ferroviaire (Règlements techniques de l'Union douanière n° 002/2011 et n° 003/2011) (ID 460) (ID 460)	17 juin 2015	2	1
64	Canada – Loi modificative de 2013 sur la réduction du tabagisme (produits du tabac aromatisés) – Projet de loi 206 (ID 463) (ID 463)	17 juin 2015	2	1
65	Norvège – Projets de modification de la Loi antitabac et du Règlement relatif à l'étiquetage des produits du tabac en relation avec la normalisation des produits du tabac (ID 474) (ID 474)	17 juin 2015	1	4
66	Chine – Spécification technique concernant le caoutchouc naturel (ID 475) (ID 475)	17 juin 2015	1	2
67	France – Interdiction du BPA dans les jouets (ID 471) (ID 471)	17 juin 2015	1	1
68	Taipei chinois – Norme d'étiquetage additionnelle concernant l'indication de la préfecture d'origine des aliments en provenance du Japon (ID 468) (ID 468)	17 juin 2015	1	1
69	Suède – Taxe sur les substances chimiques présentes dans certains produits électroniques (ID 469) (ID 469)	17 juin 2015	1	1
70	Fédération de Russie – Mesure affectant l'importation de sel alimentaire ukrainien (ID 465) (ID 465)	17 juin 2015	1	1
71	Irlande – Proposition d'introduction en Irlande d'un emballage normalisé/neutre pour les produits du tabac (ID 380) (ID 380)	18 mars 2015	5	10
72	Fédération de Russie – Mesure affectant l'importation de produits de confiserie ukrainiens (ID 399) (ID 399)	18 mars 2015	5	1
73	France – Marque "Triman" pour le recyclage: "Décret relatif à la signalétique commune informant le consommateur des produits recyclables soumis à un dispositif de responsabilité élargie du producteur qui relève d'une consigne de tri" (ID 420) (ID 420)	18 mars 2015	4	4
74	Égypte – Eau en bouteille (ID 421)	18 mars 2015	4	1
75	Royaume-Uni – Proposition d'introduction d'un emballage neutre pour les produits du tabac (ID 424) (ID 424)	18 mars 2015	3	10

	Préoccupations commerciales spécifiques	Date	Fréquence	Membres
76	Indonésie – Règlement du Ministre du commerce n° 10/M-DAG/PER/1/2014 portant modification du Règlement du Ministre du commerce n° 67/M-DAG/PER/11/2013 relatif à l'apposition obligatoire d'une étiquette en indonésien sur les marchandises (ID 436) (ID 436)	18 mars 2015	3	4
77	Union européenne – Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la Directive 96/53/CE du 25 juillet 1996, fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international (COM(2013) 195 final) (ID 434) (ID 434)	18 mars 2015	3	1
78	Fédération de Russie – Mesure affectant l'importation de produits laitiers ukrainiens (ID 426) (ID 426)	18 mars 2015	3	1
79	Russie – Décret n° 59n sur les conditions techniques relatives au stockage des boissons alcooliques (ID 372) (ID 372)	18 mars 2015	2	2
80	Fédération de Russie – Mesure affectant l'importation de produits à base de jus en provenance d'Ukraine (ID 439) (ID 439)	18 mars 2015	2	1
81	Fédération de Russie – Mesure affectant l'importation de bières ukrainiennes (ID 440) (ID 440)	18 mars 2015	2	1
82	Chine – Norme nationale de la République populaire de Chine. Prescriptions techniques de sécurité applicables aux chaussures pour enfants (ID 444) (ID 444)	18 mars 2015	2	1
83	Équateur – Projet de règlement technique RTE INEN 047 de l'Institut équatorien de normalisation: Systèmes de plateaux métalliques porte-câbles, conduits électriques ou gouttières (ID 454) (ID 454)	18 mars 2015	2	1
84	Israël – Résistance à l'inflammation des matelas, des alèses, des divans et des bases de lit (ID 447) (ID 447)	18 mars 2015	2	1
85	Japon – Programme de points pour l'utilisation de bois (ID 459) (ID 459)	18 mars 2015	1	1
86	Mexique – Norme concernant les boissons sans alcool (ID 462) (ID 462)	18 mars 2015	1	1

### C. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2015

Le tableau ci-après fournit des détails supplémentaires sur les nouvelles préoccupations commerciales spécifiques soulevées en 2015.

Membre visé par la PCS <sup>2</sup>	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
<b>Brésil</b>	Projet d'arrêté n° 374 du 27 novembre 2014 (Portaria SDA/MAPA 374/2014). Établissement d'exigences de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin (ID 470)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs  Information des consommateurs, étiquetage  Prescriptions en matière de qualité	Vin et dérivés du raisin et du vin	UE
<b>Brésil</b>	Certification des jouets; arrêtés n° 89 et 310 et projet de règle administrative n° 321 (ID 478)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Jouets	Canada, États-Unis, UE
<b>Canada</b>	Loi modificative de 2013 sur la réduction du tabagisme (produits du tabac aromatisés) – Projet de loi 206 (ID 463)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Produits du tabac aromatisés	Indonésie
<b>Chine</b>	Mesure administrative concernant l'étiquetage des cosmétiques (ID 456)	Information des consommateurs, étiquetage  Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs  Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Cosmétiques	Canada, Corée, États-Unis, Japon, UE
<b>Chine</b>	Règlement sur la sécurité de l'équipement de traitement de l'information dans le secteur bancaire (ID 457)	Renforcement de la sécurité des réseaux d'information et de la gestion des opérations dans le système bancaire	Équipement de traitement de l'information	Australie, Canada, États-Unis, Japon, UE
<b>Chine</b>	Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Médicaments et dispositifs médicaux	Australie, Canada, Corée, États-Unis
<b>Chine</b>	Spécification technique concernant le caoutchouc naturel (ID 475)	n.d.	Caoutchouc naturel	Indonésie, Malaisie

<sup>2</sup> Par ordre alphabétique.



Membre visé par la PCS <sup>2</sup>	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
<b>Chine</b>	Mesures provisoires pour la gestion de la qualité du charbon commercial (ID 477)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes  Protection de l'environnement  Prescriptions en matière de qualité	Charbon	Australie, Canada
<b>Chine</b>	Réglementation des technologies de l'information et de la communication de la Commission de réglementation de l'assurance (CIRC) (ID 489)	Exigences de sécurité nationale	TIC; secteur des assurances.	Canada, États-Unis, Japon, UE
<b>Chine</b>	Orientations concernant la notification et l'enregistrement de nouvelles substances chimiques (ID 490)	Protection de l'environnement  Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Substances chimiques	États-Unis
<b>Colombie</b>	Prescriptions en matière d'essai auxquelles doivent satisfaire les jouets, leurs composants et leurs accessoires (ID 479)	n.d.	Jouets	Canada, États-Unis
<b>Corée</b>	Normes et spécifications pour les produits du bois (ID 491)	Prescriptions en matière de qualité  Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Produits de la forêt (bois, composites bois-plastique et panneaux à lamelles orientées, ignifugés)	Canada, États-Unis
<b>Émirats arabes unis</b>	Étiquetage - Étiquette d'efficacité énergétique pour les appareils électriques (ID 481)	n.d.	Appareils électriques, climatiseurs	Corée
<b>Équateur</b>	Règlement technique d'urgence (RTE) n° 088 de l'Institut équatorien de normalisation relatif aux agents de surface G/TBT/N/ECU/117 (ID 458)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes  Protection de l'environnement  Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Savons; détergents; poudre à récurer.	Mexique
<b>Fédération de Russie</b>	Règlements techniques sur la sécurité du transport ferroviaire (Règlements techniques de l'Union douanière n° 002/2011 et n° 003/2011) (ID 460)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; autres	Produits de transport ferroviaire	Ukraine

Membre visé par la PCS <sup>2</sup>	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
<b>Fédération de Russie</b>	Mesure affectant l'importation de sel alimentaire ukrainien (ID 465)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs  Protection de la santé ou de la sécurité des personnes  Information des consommateurs, étiquetage	Sel alimentaire	Ukraine
<b>Fédération de Russie</b>	Mesure affectant l'importation de papier peint ukrainien (ID 476)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes  Protection de l'environnement	Papier peint	Ukraine
<b>France</b>	Interdiction du BPA dans les jouets (ID 471)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Jouets	États-Unis d'Amérique
<b>Inde</b>	Accumulateurs alcalins et autres accumulateurs à électrolyte non acide (ID 482)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Accumulateurs	Corée, République de; États-Unis d'Amérique
<b>Inde</b>	Décret de 2015 relatif aux produits en acier inoxydable (Contrôle de la qualité) (ID 486)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes  Prescriptions en matière de qualité	Tôles et bandes d'acier inoxydable pour la fabrication d'ustensiles	Union européenne
<b>Inde</b>	Modification de la politique régissant l'importation de pommes (ID 487)	n.d.	Pommes	Australie, Chili, États-Unis, Nouvelle-Zélande, UE
<b>Indonésie</b>	Règlement du Ministre de l'agriculture n° 139/Permentan/PD.4 du 10 décembre 2014 concernant l'importation de carcasses, de viande et/ou de produits transformés à base de viande sur le territoire de la République d'Indonésie et Règlement du Ministre de l'agriculture n° 02/Permentan/PD.4 du 10 janvier 2015 portant modification du Règlement du Ministre de l'agriculture n° 139/Permentan/PD.4 du 10 décembre 2014 (ID 461)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes  Protection de la vie ou de la santé des animaux ou préservation des végétaux  Protection de l'environnement	Viandes des animaux de l'espèce bovine; carcasses et/ou viande d'animaux autres que de l'espèce bovine et viande transformée.	Australie, Brésil, Canada, UE

Membre visé par la PCS <sup>2</sup>	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
<b>Indonésie</b>	Article 3 du Règlement n° 69/2014 du Ministère de l'industrie: Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux pour les équipements LTE – Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux pour les équipements employés pour les services à large bande selon les modes duplex à répartition dans le temps et duplex à répartition en fréquence de la technologie LTE (ID 472)	n.d.	Équipements LTE	Australie, Brésil, Canada, États-Unis, Japon, UE
<b>Japon</b>	Programme de points pour l'utilisation de bois (ID 459)	Protection de l'environnement	Bois, ouvrages en bois, meubles en bois, poêles à bois et à granulés. Bois et ouvrages en bois.	Russie
<b>Mexique</b>	Norme concernant les boissons sans alcool (ID 462)	n.d.	Boissons sans alcool	El Salvador
<b>Norvège</b>	Projets de modification de la Loi antitabac et du Règlement relatif à l'étiquetage des produits du tabac en relation avec la normalisation des produits du tabac (ID 474)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Tabac	Cuba, Indonésie, République dominicaine, Zimbabwe
<b>Royaume de Bahreïn, État du Koweït, Royaume d'Arabie saoudite, Qatar</b>	Véhicules automobiles: Exigences générales GSO 42:2003 (ID 485)	Information des consommateurs, étiquetage	Véhicules automobiles	UE
<b>Royaume d'Arabie saoudite</b>	Projet d'actualisation du règlement technique SASO 2857:2014 "Prescriptions relatives à la résistance au roulement et à l'adhérence sur sol mouillé des pneumatiques pour véhicules" (ID 488)	Information des consommateurs, étiquetage	Pneumatiques pour véhicules	UE
<b>Singapour</b>	Emballage neutre pour les produits du tabac (ID 484)	Information des consommateurs, étiquetage  Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Tabac	Guatemala, Indonésie, République dominicaine
<b>Suède</b>	Taxe sur les substances chimiques présentes dans certains produits électroniques (ID 469)	n.d.	Produits électroniques et chimiques	Corée
<b>Taipei chinois</b>	Étiquetage des OGM (ID 467)	Information des consommateurs, étiquetage	Organismes génétiquement modifiés	Afrique du Sud, Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande
<b>Taipei chinois</b>	Norme d'étiquetage additionnelle concernant l'indication de la préférence d'origine des aliments en provenance du Japon (ID 468)	Information des consommateurs, étiquetage  Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Produits alimentaires	Japon

Membre visé par la PCS <sup>2</sup>	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
<b>Turquie</b>	Communiqué n° 01/2015 relatif aux jouets (ID 473)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Jouets	Canada, États-Unis
<b>Union européenne</b>	Proposition de modification du Règlement (CE) n° 1829/2003 concernant les organismes génétiquement modifiés (ID 464)	Intérêt général	Denrées alimentaires/ aliments pour animaux génétiquement modifiés	Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Paraguay
<b>Union européenne</b>	Restriction applicable aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les pneumatiques, telle que prévue dans l'annexe XVII du règlement REACH (ID 480)	n.d.	Pneumatiques	Chine
<b>Union européenne</b>	Retrait de l'équivalence pour les produits biologiques (ID 483)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Produits biologiques	Inde
<b>Union européenne</b>	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au clonage des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine et équine élevés et reproduits à des fins agricoles (197) et proposition de directive du Conseil relative à la mise sur le marché des denrées alimentaires obtenues à partir d'animaux clonés (198) G/TBT/N/EU/197 et G/TBT/N/EU/198 (ID 492)	Protection de la vie ou de la santé des animaux ou préservation des végétaux	<p>Animaux vivants de l'espèce bovine, animaux vivants de l'espèce porcine, animaux vivants des espèces ovine ou caprine, chevaux, ânes, mulets et bardots, vivants, autres animaux vivants.</p> <p>Toutes denrées alimentaires obtenues à partir d'animaux clonés.</p>	Brésil, États-Unis